



# Communiqué de presse

## CIBC ANNONCE DE SOLIDES RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2003

(Toronto, Ontario – le 20 août 2003) – La CIBC (NYSE : BCM, TSX : CM) a déclaré, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2003, un bénéfice net de 788 M\$, ou 2,02 \$ par action après dilution, comparativement à un bénéfice net de 320 M\$, ou 0,76 \$ par action après dilution, pour le trimestre précédent et de 193 M\$, ou 0,41 \$ par action après dilution, pour la même période de l'exercice précédent.

Comme cela avait été annoncé le 7 juillet 2003, les résultats du troisième trimestre ont profité de l'incidence nette de trois éléments qui, ensemble, totalisent 387 M\$, ou 1,06 \$ par action, après dilution.

- La CIBC a conclu un accord avec l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui a donné lieu à un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 707 M\$, y compris les intérêts connexes.
- Conformément à son intention de réduire le risque et d'améliorer la rentabilité des capitaux, la CIBC a décidé au cours du trimestre d'accélérer son programme de dessaisissement de prêts secondaires aux entreprises, d'où une perte nette de 88 M\$ après impôts.
- La CIBC a constaté une provision pour moins-value de 232 M\$ pour ses actifs d'impôts futurs américains.

Les résultats du troisième trimestre comprennent également une réserve de 60 M\$, ou 44 M\$ après impôts (0,12 \$ par action après dilution) relativement aux questions liées à Enron.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 s'est établi à 1 553 M\$, contre 753 M\$ pour la période correspondante en 2002.

### Produire des résultats durables

« Depuis plusieurs trimestres, nous livrons toujours le même message : notre objectif est d'assurer une croissance durable et solide de nos résultats, déclare John S. Hunkin, président et chef de la direction. La performance de la CIBC au troisième trimestre maintient une tendance favorable qui s'est amorcée plus tôt cette année et qui prouve le succès de nos efforts continus pour développer nos activités principales, raffermir notre bilan, équilibrer nos activités et réduire notre profil de risque. »

La CIBC continue de marquer de solides progrès à l'égard de plusieurs initiatives.

Premièrement, les activités de la CIBC poursuivent leur réorientation vers le détail et la gestion des avoirs. Aujourd'hui, 60 % du capital de la CIBC sont consacrés à ces activités.

Deuxièmement, la CIBC a entrepris de réduire son risque à l'égard des prêts aux grandes entreprises et est en bonne voie de réaliser son objectif de réduire ce portefeuille du tiers, objectif qu'elle avait défini au deuxième trimestre de 2002 et qu'elle prévoit atteindre bien avant le délai fixé de trois ans.

Troisièmement, la CIBC continue de comprimer ses coûts. Les initiatives en cours ont pour but de diminuer les coûts à moyen terme, en grande partie au moyen d'efforts concertés pour remanier les processus.

Quatrièmement, nous maintenons nos efforts visant à réduire le risque. Au 31 juillet 2003, les prêts douteux bruts s'établissaient à 1,89 G\$, comparativement à 2,07 G\$ au 30 avril 2003. Le risque de marché a lui aussi baissé d'un trimestre à l'autre. Le total des actifs pondérés en fonction du risque a encore fléchi, passant à 121 G\$ contre 123 G\$ au 30 avril 2003. Nos fonds propres restent solides. À 12,2 %, le ratio du capital total se rapproche de l'extrémité supérieure de la fourchette cible, tandis que, à 10,2 %, le ratio du capital de première catégorie, mesure la plus importante de la solidité de la situation financière, dépasse actuellement l'objectif.

Cinquièmement, la CIBC développe avec succès ses activités principales.

Marchés de détail CIBC a instauré d'autres solutions afin de mieux répondre aux besoins financiers des clients et à leurs exigences en matière de service. Les soldes de cartes, de prêts hypothécaires et de prêts personnels ont tous augmenté, d'un trimestre à l'autre.

L'entreprise de services bancaires électroniques de la CIBC, les Services financiers le Choix du Président, en comarque avec Les Compagnies Loblaw Limitée, ont de nouveau affiché une croissance de leur clientèle et des fonds gérés, atteignant ainsi la rentabilité plus tôt que prévu.

Gestion des avoirs CIBC a enregistré des résultats solides, tirant parti de l'amélioration des conditions des marchés, à mesure qu'augmentait le volume des échanges d'actions et des nouvelles émissions. La qualité de la distribution et des produits a contribué au succès des programmes sur honoraires et des ventes de fonds mutuels.

Marchés mondiaux CIBC a progressé davantage au plan de la concentration de ses ressources sur la croissance future tant aux États-Unis qu'au Canada, où elle est le chef de file du marché dans plusieurs activités.

« Les signes économiques demeurent contradictoires, fait remarquer M. Hunkin. Les perspectives restent incertaines, mais nous notons des signes de reprise des investissements dans les entreprises et de l'activité manufacturière en Amérique du Nord. Par contre, les marchés de l'emploi et la confiance des consommateurs sont toujours fragiles. L'amélioration de la conjoncture économique profitera certes à la CIBC, mais nous gardons comme objectif de présenter des résultats satisfaisants tout au long du cycle économique. »

« La solide performance de la CIBC au cours des trois derniers trimestres est le fruit de l'ardeur au travail et de l'engagement de ses employés. Nous avons mis en place les bonnes initiatives pour développer notre entreprise et réduire le risque. Nous sommes heureux des progrès accomplis cette année et en prévoyons d'autres, car nous gardons le cap sur la création d'une valeur durable pour tous nos intéressés. »

### **Faits saillants du troisième trimestre de 2003**

#### ***Marchés de détail CIBC***

- *Maintien d'une solide part de marché pour les prêts hypothécaires* : La CIBC a continué de consolider sa part de marché pour les prêts hypothécaires à l'habitation, laquelle a atteint 14,7 % pendant le trimestre et marqué ainsi une progression pour le dixième trimestre d'affilée dans un contexte de resserrement de la concurrence, alors que les taux hypothécaires sur cinq ans sont descendus à leur plus bas niveau depuis les années 1950.
- *Croissance des Services financiers le Choix du Président* : Le Choix du Président a de nouveau accru le nombre de ses clients et ses fonds gérés. À l'instar du trimestre précédent, la clientèle a progressé de 5 %, atteignant 1,22 million. Les fonds gérés ont augmenté de 6 % pour s'établir à 8,3 G\$.
- *Premier fournisseur de cartes de crédit* : L'entreprise de cartes de crédit de la CIBC au Canada a conservé la plus grande part du marché pour ce qui est des volumes d'achats sur cartes de crédit et des encours.
- *Le client d'abord* : La CIBC a mis de l'avant plusieurs innovations dans les services à la clientèle au cours du trimestre, dont les suivantes :
  - La CIBC est devenue la première grande banque canadienne à permettre à ses clients de déposer et de retirer de l'argent américain sur leurs comptes libellés en dollars américains directement à partir de ses guichets automatiques bancaires (GAB).
  - Les clients peuvent maintenant choisir des mots de passe pour accéder aux services bancaires par téléphone ou en ligne au moment d'activer leur Carte Pratique à un GAB dans le cadre du processus d'ouverture de compte. Ainsi, les clients n'ont plus à se plier à des processus d'inscription distincts.
  - Afin d'assurer un processus uniforme de paiement des factures dans tous les points d'accès aux clients éloignés, le paiement électronique des factures au GAB a été mis en place.
- *Amélioration des produits* : La CIBC a lancé son Compte d'épargne bonifiée CIBC, qui offre un taux d'intérêt quotidien concurrentiel sur les soldes supérieurs à 5 000 \$, plus un taux bonifié lorsque le solde mensuel reste inchangé ou augmente.

#### ***Gestion des avoirs CIBC***

- *Élargissement de la part de marché des CPG personnels* : Forts de l'appui des produits améliorés comme le CPG taux croissant et le CPG à taux bonifié, les CPG personnels de la CIBC ont accru pendant trois mois d'affilée leur part de ce marché que se partagent les grandes banques.
- *Accroissement des programmes sur honoraires* : Grâce aux efforts fructueux de ses réseaux de distribution, la CIBC a continué d'accroître ses programmes de gestion des placements sur honoraires, enregistrant plus de 732 M\$ de ventes nettes au cours du trimestre, soit une progression de 40 % par rapport au trimestre précédent. Les programmes sur honoraires de la CIBC comprennent : les *Services de portefeuille personnalisé CIBC*, plus important programme géré du Canada; le *Service de portefeuille sous gestion CIBC*, la solution de Fonds tout-en-un; *Frontières*, programme regroupé discrétionnaire complet de la CIBC; et le *Service de consultation en placement*, deuxième service de gestion de placements distincts en importance au Canada.
- *Leadership dans les ventes de fonds mutuels* : Les familles de fonds mutuels de la CIBC se sont classées au premier rang du secteur en juillet en affichant des ventes nettes totales de 180 M\$. On y retrouve les fonds CIBC, les fonds Talvest et les fonds Renaissance.

## **Marchés mondiaux CIBC**

- *Chef de file des nouvelles émissions d'actions* : Toujours au premier rang sur le marché canadien des nouvelles émissions d'actions, Marchés mondiaux CIBC a agi à titre de cochef de file et de cosyndicataire chef de file pour un reclassement de 794 M\$ des titres Shoppers Drug Mart. Au cours des trois premiers trimestres, Marchés mondiaux CIBC a géré 75 opérations sur actions à titre de chef de file; la deuxième société en importance en a mené 37.
- *Succès soutenu dans le secteur immobilier aux États-Unis* : Marchés mondiaux CIBC demeure un acteur de premier plan sur le marché du financement et de la titrisation dans le secteur immobilier aux États-Unis. Au troisième trimestre, la CIBC a agi à titre de cochef de file dans une opération de titrisation adossée à des créances hypothécaires commerciales de 728 M\$ US, sa cinquième opération de titrisation pour l'exercice en cours.
- *Succès aux États-Unis* : Pour le premier semestre de 2003, Marchés mondiaux CIBC s'est classée cinquième au Canada à titre d'arrangeur exclusif de prêts aux entreprises (selon le volume) et sixième dans le secteur des prises fermes d'acquisitions par emprunt à haut rendement (selon le volume). Marchés mondiaux CIBC a procédé à une émission de billets de 415 M\$ US pour HMP Equity Holdings Corp. (Huntsman), l'un des plus grands fabricants mondiaux de produits chimiques différenciés et de produits chimiques de base.

## **Maintenir de bonnes pratiques de gouvernance**

La CIBC s'est imposée comme chef de file en matière de gouvernance d'entreprise. Elle ne permet plus à ses vérificateurs externes de lui offrir des services non liés à la vérification. De plus, elle a été la première banque canadienne, et l'une des premières entreprises du Canada, à passer en charges les options sur actions.

Dans les échanges continus de la CIBC avec ses actionnaires, il est ressorti clairement que la séparation des fonctions de président du conseil et de chef de la direction prenait de plus en plus d'importance. Le conseil en a donc tenu compte dans le cadre des nouvelles meilleures pratiques, et, depuis le 7 août 2003, les deux fonctions sont séparées l'une de l'autre. John Hunkin demeurera président et chef de la direction, et Bill Etherington a été nommé président du conseil non-dirigeant.

---

Les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de Kathryn A. Humber, première vice-présidente, Relations avec les investisseurs, au (416) 980-3341. Quant aux médias, ils peuvent s'adresser à Robert E. Waite, premier vice-président, Communications et affaires publiques, au (416) 956-3330, ou à Emily Pang, directrice principale des communications avec les investisseurs et la communauté financière, au (416) 980-3512.

(Le conseil d'administration de la CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant qu'il ne soit publié. Le président et chef de la direction et le chef des finances de la CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles relatifs à la communication de l'information de la CIBC pour attester du rapport financier du troisième trimestre de la CIBC ainsi que de ses contrôles et procédures de communication de l'information. Le chef de la direction et le chef des finances de la CIBC attesteront volontairement auprès de la SEC de la pertinence des informations financières contenues dans le présent communiqué ainsi que dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.)

## **UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

*Le présent communiqué de presse renferme des énoncés prospectifs qui sont faits conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations concernant les activités, les secteurs d'exploitation, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et les perspectives de la CIBC pour 2003 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à un énoncé prospectif peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la Banque et de ses secteurs d'exploitation et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire actuels, futurs ou proposés dans les territoires où la CIBC exerce ses activités, dont des changements futurs dans les lois canadiennes réglementant les institutions financières et des changements réglementaires américains touchant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine; l'incidence de l'application de modifications comptables futures, comme le FIN 46; la situation et les changements politiques; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; la fluctuation des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et des autres pays dans lesquels la CIBC mène ses activités; les répercussions des événements du 11 septembre 2001; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la CIBC à élaborer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire, ce qui comprend ses activités de commerce électronique. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la CIBC. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La CIBC ne s'engage pas à mettre à jour le moindre énoncé prospectif du présent communiqué de presse.*

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Aux ou trois mois terminés les			Aux ou neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
<i>Non vérifié</i>					
<b>DONNÉES RELATIVES AUX ACTIONS ORDINAIRES</b>					
Par action					
- résultat de base	2,04 \$	0,76 \$	0,41 \$	3,91 \$	1,76 \$
- résultat dilué	2,02	0,76	0,41	3,89	1,75
- dividendes	0,41	0,41	0,41	1,23	1,19
- valeur comptable	28,42	26,77	26,44	28,42	26,44
Cours					
- haut	55,42	49,45	54,50	55,42	57,70
- bas	46,27	41,05	38,75	39,50	38,75
- clôture	54,52	47,80	45,10	54,52	45,10
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	360 270	359 506	358 961	359 637	361 057
- moyen dilué	362 891	361 430	361 374	361 577	364 243
- à la fin de la période	360 921	359 813	359 049	360 921	359 049
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	19 677 \$	17 199 \$	16 193 \$	19 677 \$	16 193 \$
<b>MESURES DE VALEUR</b>					
Cours/bénéfice (sur 12 mois)	15,5	25,3	19,5	15,5	19,5
Rendement des actions (selon le cours de clôture)	3,0 %	3,5 %	3,6 %	3,0 %	3,5 %
Dividendes/bénéfice	19,9 %	53,9 %	99,1 %	31,3 %	67,5 %
Cours/valeur comptable	1,92	1,79	1,71	1,92	1,71
<b>RÉSULTATS FINANCIERS (en millions de dollars)</b>					
Revenu total	2 866 \$	2 734 \$	2 534 \$	8 679 \$	8 550 \$
Revenu total (BIE) <sup>(1)</sup>	2 901	2 765	2 562	8 773	8 630
Dotation aux pertes sur créances	425	248	290	1 012	1 220
Frais autres que d'intérêts	1 952	2 045	1 982	6 090	6 456
Bénéfice net	788	320	193	1 553	753
<b>MESURES FINANCIÈRES</b>					
Coefficient d'efficacité	68,10 %	74,80 %	78,20 %	70,20 %	75,50 %
Coefficient d'efficacité (BIE) <sup>(1)</sup>	67,30 %	73,90 %	77,40 %	69,40 %	74,80 %
Rendement des actions ordinaires	29,90 %	11,90 %	6,20 %	19,80 %	8,90 %
Ratio détail/gros <sup>(2)</sup>	60 %/40 %	58 %/42 %	50 %/50 %	60 %/40 %	50 %/50 %
Marge d'intérêts nette	2,06 %	1,97 %	1,78 %	1,98 %	1,88 %
Marge d'intérêts nette (BIE) <sup>(1)</sup>	2,11 %	2,01 %	1,82 %	2,02 %	1,92 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen <sup>(3)</sup>	2,49 %	2,37 %	2,08 %	2,37 %	2,20 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (BIE) <sup>(1)(3)</sup>	2,55 %	2,42 %	2,12 %	2,43 %	2,24 %
Rendement de l'actif moyen	1,09 %	0,46 %	0,26 %	0,72 %	0,35 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen <sup>(3)</sup>	1,32 %	0,56 %	0,30 %	0,87 %	0,41 %
Effectif régulier	37 076	37 897	44 543 <sup>(4)</sup>	37 076	44 543 <sup>(4)</sup>
<b>DONNÉES DU BILAN ET HORS BILAN (en millions de dollars)</b>					
Liquidités et titres	83 678 \$	79 349 \$	97 627 \$	83 678 \$	97 627 \$
Prêts et acceptations	160 981	159 609	168 524	160 981	168 524
Total de l'actif	283 254	279 837	304 660	283 254	304 660
Dépôts	198 092	192 986	214 570	198 092	214 570
Capitaux propres – porteurs d'actions ordinaires	10 257	9 632	9 491	10 257	9 491
Actif moyen	285 829	284 432	294 975	286 670	290 602
Actif productif d'intérêts moyen <sup>(3)</sup>	236 516	236 411	252 915	238 904	248 117
Capitaux propres moyens – porteurs d'actions ordinaires	9 835	9 386	9 525	9 559	9 593
Biens administrés	688 600	697 000	750 900	688 600	750 900
<b>MESURES DE LA QUALITÉ DU BILAN</b>					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	8,50 %	7,80 %	7,20 %	8,50 %	7,20 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	121 \$	123 \$	132 \$	121 \$	132 \$
Ratio du capital de première catégorie	10,2 %	9,3 %	8,8 %	10,2 %	8,8 %
Ratio du capital total	12,2 %	11,7 %	11,9 %	12,2 %	11,9 %
Prêts douteux nets, après provision générale <sup>(5)(6)</sup> (en millions de dollars)	(587) \$	(329) \$	(260) \$	(587) \$	(260) \$
Prêts douteux nets/actifs connexes <sup>(6)</sup>	(0,36) %	(0,21) %	(0,15) %	(0,36) %	(0,15) %

1) La direction passe en revue le revenu d'intérêts net compris dans le total des revenus et certaines autres mesures financières sur une base d'imposition équivalente (BIE) comme il est expliqué à la section Mesures du rendement du présent rapport. Les rajustements selon la BIE sont présentés dans le premier tableau de la section Survol des résultats consolidés du présent rapport.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et les services bancaires aux entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion des services bancaires aux entreprises. Le ratio est déterminé d'après le capital attribué aux entreprises.

3) Au cours du premier trimestre de 2003, l'actif productif d'intérêts moyen a été redéfini et n'inclut plus que des dépôts portant intérêt auprès d'autres banques, des titres et des prêts. L'information des périodes précédentes a été retraitée.

4) Retraité conformément à la présentation du quatrième trimestre de 2002.

5) La provision générale était de 1 250 M\$ au 31 juillet 2003, au 30 avril 2003 et au 31 juillet 2002.

6) Les prêts douteux nets et actifs connexes comprennent les prêts, les acceptations, les titres en substitut de prêts et les prêts détenus pour la vente.

# RAPPORT DE GESTION

## SURVOL DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### Résultats

Le bénéfice net de la CIBC s'est établi à 788 M\$ pour le trimestre, soit 595 M\$ de plus qu'au troisième trimestre de 2002 et 468 M\$ de plus qu'au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le bénéfice net a été de 1 553 M\$, marquant une hausse de 800 M\$ par rapport à la période comparable en 2002. Le bénéfice net du trimestre résulte en partie de l'incidence nette de 387 M\$ relative au recouvrement d'impôts excédentaires et aux intérêts afférents, à une perte relative aux prêts détenus pour la vente et à une provision pour moins-value au titre d'un actif d'impôts américains futurs. Ces éléments sont expliqués plus loin dans le présent rapport.

Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres se sont respectivement établis à 2,02 \$ et 29,9 % pour le trimestre, en regard de 0,41 \$ et 6,2 % pour le troisième trimestre de 2002 et de 0,76 \$ et 11,9 % pour le trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres ont respectivement atteint 3,89 \$ et 19,8 %, contre 1,75 \$ et 8,9 % pour la période correspondante en 2002.

en millions de dollars	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu net d'intérêts (BIE) <sup>1)</sup>	1 517 \$	1 395 \$	1 353 \$	4 338 \$	4 164 \$
Rajustement selon la BIE	35	31	28	94	80
Revenu net d'intérêts	1 482	1 364	1 325	4 244	4 084
Revenu autre que d'intérêts	1 384	1 370	1 209	4 435	4 466
Revenu total	2 866	2 734	2 534	8 679	8 550
Dotation aux pertes sur créances	425	248	290	1 012	1 220
Frais autres que d'intérêts	1 952	2 045	1 982	6 090	6 456
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	489	441	262	1 577	874
Impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(299)	121	69	24	121
Bénéfice net	788 \$	320 \$	193 \$	1 553 \$	753 \$

1) La direction analyse le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition équivalente (BIE) comme il est indiqué à la section Mesures du rendement.

Le tableau suivant contient des éléments du bénéfice net qui, de l'avis de la direction, sont de nature inhabituelle.

Éléments inhabituels (après impôts)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
en millions de dollars					
Recouvrement et intérêts sur le paiement d'impôts excédentaires	707 \$	- \$	- \$	707 \$	- \$
Provision pour moins-value au titre d'un actif d'impôts américains futurs	(232)	-	-	(232)	-
Perte sur prêts détenus pour la vente	(88)	-	-	(88)	-
Charge de restructuration	5	-	-	5	-
Baisse de valeur liée au contrat avec Air Canada	-	(81)	-	(81)	-
Gain à la vente d'actifs non sectoriels	-	-	10	28	10
Recouvrement au titre de l'assurance contre les pertes d'exploitation	-	-	-	11	-
Événements du 11 septembre 2001	-	-	(12)	-	(12)
Frais d'intégration de Merrill Lynch	(5)	(5)	(27)	(16)	(99)
	387 \$	(86) \$	(29) \$	334 \$	(101) \$

### Revenus

#### Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 157 M\$ depuis le troisième trimestre de 2002, surtout en raison des intérêts sur le paiement d'impôts excédentaires, de la croissance du volume et de l'amélioration des marges sur les services bancaires personnels, ainsi que de la croissance du volume des opérations bancaires – PME, des prêts hypothécaires et des cartes. Cette progression a été en partie contrebalancée par la diminution des revenus de West Indies, par suite de l'adoption de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation dans le cadre du regroupement des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et des services bancaires internationaux de la CIBC dans les Antilles avec ceux de Barclays Banks PLC (regroupement de West Indies) en octobre 2002. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 118 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des intérêts sur le paiement d'impôts excédentaires, de l'accroissement du volume des prêts hypothécaires et du fait que le trimestre comportait trois jours de plus. L'augmentation a été en partie neutralisée par le recul des marges sur les cartes.

Le revenu net d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 s'est accru de 160 M\$, essentiellement grâce à l'intérêt sur le paiement d'impôts excédentaires, à l'augmentation du volume et à l'amélioration des marges sur les services personnels et les Services financiers le Choix du Président, à la croissance du volume des opérations bancaires – PME, des cartes et des prêts hypothécaires, et à l'amélioration des marges sur les CPG,

malgré la baisse de revenus résultant du regroupement de West Indies et la diminution des revenus tirés des activités de négociation.

#### *Revenu autre que d'intérêts*

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 175 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, surtout en raison du ralentissement des réductions de valeur du portefeuille des services de banque d'affaires et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, en partie contrebalancés par une perte de revenus permanents liée à la vente des activités de gestion privée et de gestion de portefeuilles d'Oppenheimer aux États-Unis (la vente d'Oppenheimer) en janvier 2003. Le revenu autre que d'intérêts a grimpé de 14 M\$ depuis le dernier trimestre, malgré une diminution des revenus tirés des activités de négociation, ce qui tient surtout à la hausse des honoraires de prises fermes et de consultation et à la baisse des réductions de valeur du portefeuille de services de banque d'affaires.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le revenu autre que d'intérêts a reculé de 31 M\$ comparativement à la même période en 2002, étant donné l'incidence nette de la vente d'Oppenheimer et le fléchissement des revenus nets des services de banque d'affaires. Ces baisses ont été néanmoins partiellement compensées par une hausse des revenus tirés des activités de négociation et des entreprises acquises.

#### *Dotation aux pertes sur créances*

La dotation aux pertes sur créances du trimestre s'est établie à 425 M\$, soit 135 M\$ de plus qu'au troisième trimestre de 2002 et 177 M\$ de plus qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la dotation aux pertes sur créances de 135 M\$ au titre des prêts détenus pour la vente, dont il est question dans la section Gestion du risque de crédit. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la dotation aux pertes sur créances s'est élevée à 1 012 M\$ (877 M\$ compte non tenu de la dotation aux pertes sur créances au titre des prêts détenus pour la vente), en baisse de 208 M\$ (343 M\$ compte non tenu de la dotation aux pertes sur créances au titre des prêts détenus pour la vente) par rapport à la période correspondante en 2002.

#### *Frais autres que d'intérêts*

Les frais autres que d'intérêts de la CIBC ont diminué de 30 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, surtout grâce à l'incidence combinée de la fermeture des activités bancaires électroniques aux États-Unis, au regroupement de West Indies et à des frais d'intégration plus faibles pour Merrill Lynch. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par la provision de 60 M\$ liée aux affaires entre Enron et la CIBC (la provision pour Enron, abordée à la section Enron) et par l'accroissement des coûts de la technologie. Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 93 M\$ par rapport au trimestre précédent, au cours duquel la CIBC avait constaté une réduction de 128 M\$ liée à

Air Canada (voir la section Contrat avec Air Canada), en raison de la baisse de la rémunération liée aux revenus. Cette baisse a néanmoins été partiellement neutralisée par la provision pour Enron.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais autres que d'intérêts ont reculé de 366 M\$ en regard de la période correspondante en 2002, essentiellement pour les mêmes raisons que la baisse inscrite par rapport au troisième trimestre de 2002, et aussi par suite de la vente d'Oppenheimer, et malgré la réduction de valeur enregistrée à l'égard d'Air Canada.

#### *Impôts*

Pendant le trimestre, la CIBC a conclu un accord avec l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC), donnant lieu à un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 689 M\$. La CIBC avait déjà comptabilisé une charge d'impôts canadiens contre certains bénéfices, étant donné l'incertitude concernant la décision finale de l'ADRC. Cette dernière a déterminé qu'une partie des bénéfices en question n'était pas assujettie à l'impôt canadien sur les bénéfices. L'accord et les réévaluations qui s'ensuivent couvrent les années d'imposition de 1996 à 2000, et portent principalement sur des opérations effectuées à l'étranger en 1999 et par la suite.

La CIBC a par ailleurs comptabilisé une charge d'impôts sur les bénéfices de 232 M\$ au titre de la provision pour moins-value à l'égard de l'actif d'impôts futurs net découlant des activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie d'un actif d'impôts futurs ne pourra pas être réalisée avant son expiration. Pour de plus amples renseignements, voir la page 23 du rapport annuel de 2002. Pendant le trimestre, la CIBC a entrepris une évaluation des actifs d'impôts futurs et, compte tenu de l'accélération du programme de vente de prêts de la CIBC, d'une diminution du portefeuille de titres de placement américains et d'un recul des revenus d'intérêts découlant de la faiblesse des taux sur une plus longue période, a conclu qu'il convenait d'établir une provision pour moins-value.

Principalement en raison de ce qui précède, la charge d'impôts sur les bénéfices a reculé de 354 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002 et de 422 M\$ comparativement au trimestre précédent, malgré l'impôt sur des bénéfices accrus.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la charge d'impôts sur les bénéfices a diminué de 77 M\$ en regard de la même période en 2002, essentiellement pour les motifs susmentionnés.

Le taux d'imposition réel de la CIBC a été de 61,3 % pour le trimestre (32,1 % compte non tenu de l'incidence nette du recouvrement du paiement d'impôts excédentaire et de la provision pour moins-value au titre de l'actif d'impôts futurs), en regard de 20,6 % pour le troisième trimestre de 2002 et de 27,7 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel de la CIBC pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 s'est établi à 1,4 % (30,4 %

compte non tenu de l'incidence nette des deux éléments qui précèdent), comparativement à 11,3 % pour la même période en 2002.

## **Enron**

---

La CIBC et certaines de ses sociétés affiliées sont partie défenderesse dans le cadre de diverses poursuites liées à Enron aux États-Unis. La CIBC est d'avis que ces poursuites sont infondées et compte se défendre énergiquement. Elle continue de collaborer pleinement avec les agences gouvernementales et réglementaires qui enquêtent sur certaines de ses opérations et relations d'affaires avec Enron. Elle a constitué une provision de 60 M\$ à cet égard pour le trimestre.

## **Cessions**

---

En décembre 2002, la CIBC a signé une entente avec Fahnestock Viner Holdings Inc. (Fahnestock) concernant la vente des activités de gestion privée et de gestion de portefeuilles d'Oppenheimer aux États-Unis (la vente d'Oppenheimer). La vente était pratiquement terminée au début de janvier 2003. La CIBC a constaté un gain net avant impôts de 52 M\$ dans le revenu autre que d'intérêts. Dans le cadre de l'opération, certains actifs de clients liés aux activités de gestion de portefeuilles ont été transférés à Fahnestock à une date ultérieure et le transfert a été achevé pendant le trimestre. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

## **Contrat avec Air Canada**

---

En 1999, la CIBC a versé 200 M\$ plus les taxes applicables à Air Canada pour prolonger le contrat VISA Aéro Or et continuer ainsi de bénéficier de droits exclusifs pour l'achat de milles Aéroplan à un prix par mille prédéfini entre 2002 et 2009. Le paiement a été reporté et amorti sur la durée du contrat.

Pendant le trimestre, après la demande de protection d'Air Canada, le 1<sup>er</sup> avril 2003, en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), la CIBC et Air Canada ont conclu une entente visant à remplacer le contrat existant par un nouveau contrat, sous réserve de l'approbation du tribunal intervenant dans la restructuration d'Air Canada en vertu de la LACC, et du respect de certaines autres conditions. Le 1<sup>er</sup> mai 2003, le tribunal a renvoyé la requête d'approbation de la nouvelle entente et du financement de la CIBC et a demandé au contrôleur désigné de mener à bien un processus d'appel d'offres à l'égard du contrat, tout en maintenant la confidentialité de la proposition de la CIBC. À la suite de ce processus, le 14 mai 2003, le tribunal a approuvé le nouveau contrat de la CIBC, sous réserve de certaines modifications. En vertu des modalités du nouveau contrat, la participation de la CIBC au programme Aéroplan est prolongée jusqu'en 2013, et la CIBC devra verser 24 % de

plus pour chaque mille Aéroplan acheté. De plus, la CIBC et Air Canada ont convenu d'assouplir l'exigence d'exclusivité pour permettre à un fournisseur de cartes, autorisé par la CIBC, d'acheter des milles Aéroplan pour des cartes de paiement, sous réserve de restrictions approuvées par la CIBC. Par ailleurs, la CIBC, à titre de créancier ordinaire en vertu de la LACC, est admissible à une indemnité pour résiliation de contrat de près de 209 M\$ relativement au versement effectué en 1999. En conséquence, la CIBC a comptabilisé un montant de 128 M\$ avant impôts (81 M\$ après impôts) dans les frais autres que d'intérêts pour le trimestre précédent afin de diminuer l'actif reporté lié au contrat initial, après déduction du montant devant être recouvré par la direction au titre de l'indemnité de résiliation de contrat. L'incidence financière future de la hausse du coût par mille Aéroplan compte tenu du non-amortissement de l'actif initial reporté devrait être inférieure à 0,10 \$ par action et par an.

Dans le cadre du nouveau contrat, la CIBC a aussi accordé à Air Canada une facilité de crédit garantie de 350 M\$. Le capital devra être remboursé en totalité par la vente de milles Aéroplan, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Ce prêt sera inscrit à titre d'actif, et sera diminué au fur et à mesure que la CIBC acquerra des milles Aéroplan.

## **Bureaux de New York**

---

Bien que la CIBC n'ait pas pris de décision définitive à l'égard de son nouvel immeuble en construction au 300 Madison Avenue, elle prévoit néanmoins occuper moins d'espace que prévu à l'origine. Cette constatation découle de la vente des entreprises d'Oppenheimer et de la décision, après les événements du 11 septembre 2001, de ne pas regrouper tous les employés new-yorkais dans un seul immeuble. Le nouvel immeuble devrait être prêt en 2004. L'incidence financière sur la CIBC dépendra de la décision définitive relative aux bureaux, qui devrait être prise d'ici douze mois. Les pertes seront comptabilisées à mesure qu'elles seront encourues et sont actuellement estimées à un maximum d'environ 50 M\$, bien que, étant donné les incertitudes du marché de l'immobilier et le moment de la décision, l'incidence financière définitive ne peut être établie pour le moment.

## **Restructuration**

---

Au quatrième trimestre de 2002, la CIBC a constaté une charge de restructuration de 366 M\$ relativement à la fermeture de ses activités bancaires électroniques aux États-Unis ainsi qu'une charge additionnelle de 142 M\$ liée à des initiatives de restructuration au sein d'autres entreprises. Des initiatives importantes ont été prises au cours des neuf premiers mois de 2003, dont le règlement de contrats avec de grandes alliances bancaires américaines, la diminution de l'effectif dans certaines entreprises, la fermeture progressive des activités bizSmart, la reconfiguration du réseau de centres bancaires et la rationalisation des fonctions de soutien à l'entreprise.

Pendant le trimestre, la CIBC a modifié son estimation pour la restructuration des services bancaires électroniques aux États-Unis, et a réduit ainsi de 8 M\$ la provision initiale. Ce changement résulte de faits et de circonstances survenus après l'imputation initiale de la charge de restructuration. Ces initiatives devraient collectivement donner lieu à l'élimination d'environ 2 700 postes. Près de 300 postes ont été supprimés pendant le trimestre, et près de 1 850 postes ont été éliminés depuis le début de l'exercice. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

### **Conventions comptables critiques**

---

Les principales conventions comptables sont résumées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2002 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Aucun changement n'a été apporté aux conventions comptables ni à la méthode d'application pendant les neuf premiers mois de 2003. Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC.

Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle formule des hypothèses et des estimations, dont certaines pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Tout changement dans ces hypothèses et estimations pourrait avoir une incidence notable sur les résultats financiers et la situation financière de la CIBC. La direction a mis en place des procédures de contrôle visant à assurer que les conventions comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification sont bien contrôlés et appliqués de façon appropriée et systématique.

Les conventions comptables critiques qui exigent que la direction formule des hypothèses et des estimations englobent celles qui portent sur l'évaluation des instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, la titrisation, l'évaluation de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels, les prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi et les impôts sur les bénéfices (dont les actifs d'impôts futurs). Pour une description des hypothèses et estimations inhérentes à l'application de ces conventions, se reporter aux pages 21 à 23 du rapport annuel de 2002.

### **Mesures du rendement**

---

La CIBC recourt à différentes mesures financières pour évaluer son rendement. Certaines mesures, comme le bénéfice net et le rendement des capitaux propres, sont calculées conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. D'autres ne sont pas définies par les PCGR, notamment le bénéfice d'exploitation, le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition équivalente (BIE), le bénéfice économique et le capital économique. Ces mesures n'ont pas de définition

normalisée en vertu des PCGR et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le bénéfice d'exploitation désigne le bénéfice net, compte non tenu des éléments qui, de l'avis de la direction, sont inhabituels ou ont trait à des investissements stratégiques importants. La direction est d'avis que cette mesure permet aux utilisateurs de l'information financière de la CIBC de réaliser une analyse plus significative des tendances de l'entreprise. Les éléments exclus comprennent notamment l'incidence des gains (pertes) à la vente d'actifs non stratégiques et les frais de restructuration. Pour les périodes présentées, ces éléments se trouvent dans le tableau des éléments inhabituels inclus dans l'analyse par secteur d'exploitation.

La direction analyse le revenu net d'intérêts, rajusté en fonction du bénéfice exonéré d'impôts sur une base d'imposition équivalente. Cette mesure permet de mieux comparer le revenu net d'intérêts découlant de sources imposables et celui provenant de sources exonérées d'impôts. Le revenu net d'intérêts (BIE) sert à calculer le coefficient d'efficacité, la marge d'intérêts nette et la marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (BIE). La direction est d'avis que ces mesures permettent une évaluation uniforme, qui permet aux utilisateurs de l'information financière de la CIBC d'effectuer des comparaisons plus rapides.

Le capital économique sert de base à la répartition du capital réglementaire consolidé entre les secteurs d'exploitation aux fins de calcul du bénéfice économique. Le capital économique se compose du capital de risque de crédit, de marché, d'exploitation et stratégique. Le modèle de capital économique de la CIBC est parfois amélioré dans le cadre du processus d'évaluation du risque. Les changements sont alors apportés de façon prospective. La direction utilise le bénéfice économique pour mesurer le rendement généré par chaque secteur d'activité en sus du coût des capitaux propres de la CIBC, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître leur contribution relative à la valeur pour les actionnaires. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont la CIBC mesure et présente le rendement, se reporter à la page 29 du rapport annuel de 2002.

### **ANALYSE PAR SECTEUR D'EXPLOITATION**

Pendant le premier trimestre de 2003, la CIBC a remodelé sa structure organisationnelle selon trois secteurs d'exploitation, soit Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. La CIBC a inclus les activités canadiennes d'Amicus au poste Divers du secteur Marchés de détail CIBC. En outre, étant donné l'interruption des activités bancaires électroniques aux États-Unis, ces activités sont désormais présentées sous Siège social et autres.

La CIBC a également réaligné les activités suivantes :

- Dans l'optique de mieux aligner les revenus provenant de chaque segment de clientèle sur le rendement

financier rajusté en fonction du risque, l'ensemble des revenus, des frais (y compris les pertes sur créances) et des ressources du bilan liés aux activités de prêts au sein de Marchés de détail CIBC sont maintenant affectés aux segments de la clientèle compris dans les trois secteurs d'activité. Auparavant, les produits de prêts étaient présentés en tant que groupe distinct.

- Dans Marchés de détail CIBC :
  - Les opérations bancaires des PME non urbaines sont maintenant incluses dans les services bancaires personnels, et non dans les opérations bancaires - PME.
  - Assurance et West Indies, qui étaient des groupes distincts, sont maintenant inclus au poste Divers.
  - Les prêts étudiants, qui étaient inclus dans les produits de prêts, sont maintenant inclus au poste Divers.
- Dans Gestion des avoirs CIBC :
  - Placements, clientèle privée a été renommé Courtage de détail, et Services bancaires privés et services fiduciaires, monde a été renommé Gestion privée des avoirs.
  - Privée TAL, qui était incluse dans les Produits de la Gestion des avoirs, est maintenant incluse dans la Gestion privée des avoirs.
  - Le courtage à escompte, auparavant classé dans les Produits de la Gestion des avoirs, est maintenant présenté dans le courtage de détail.

L'information financière sectorielle des périodes antérieures au premier trimestre de 2003 a été reclassée pour tenir compte de ces changements.

Le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur de la CIBC est employé pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de ses trois secteurs d'exploitation. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et aux honoraires de service de distribution sont effectués entre les secteurs. De même, les revenus et les frais liés à certaines activités, comme les paiements et les produits de prêts, incluses dans Marchés de détail CIBC, sont entièrement affectés aux autres secteurs d'exploitation.

Les secteurs d'exploitation de la CIBC bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Expansion de l'entreprise, Finances, Technologie et opérations, et Trésorerie et gestion du bilan et du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres et les revenus, les frais et les ressources du bilan sont habituellement affectés aux secteurs d'exploitation. Le poste Siège social et autres comprend également les activités bancaires électroniques aux États-Unis (progressivement liquidées), Juniper Financial Corp. (incluse dans Marchés mondiaux CIBC jusqu'au 31 octobre 2002), CIBC Mellon, les débentures liées à la vente d'Oppenheimer ainsi que d'autres éléments de revenus et de frais et d'autres postes du bilan non directement attribuables aux secteurs d'exploitation.

## DÉTAIL ET GESTION DES AVOIRS CIBC

Le groupe Détail et Gestion des avoirs CIBC s'inscrit dans la stratégie globale de la CIBC consistant à concentrer ses ressources et à accroître son capital dans ses activités de détail. Il englobe les secteurs d'exploitation Marchés de détail CIBC et Gestion des avoirs CIBC.

Bien que la CIBC gère ses services bancaires aux entreprises par l'entremise de Marchés mondiaux CIBC, certaines institutions financières regroupent ces services avec ceux de détail. Le tableau ci-après présente le bénéfice net de Détail et Gestion des avoirs CIBC et illustre également l'incidence de l'inclusion des services bancaires aux entreprises dans le groupe Détail et Gestion des avoirs CIBC.

en millions de dollars	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Bénéfice net					
Marchés de détail CIBC	247 \$	159 \$	241 \$	659 \$	694 \$
Gestion des avoirs CIBC	87	69	59	277	160
	334	228	300	936	854
Services bancaires aux entreprises	23	16	31	73	63
	357 \$	244 \$	331 \$	1 009 \$	917 \$

## DÉTAIL ET GESTION DES AVOIRS CIBC – MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Le secteur *Marchés de détail CIBC* fournit des services et des produits financiers aux particuliers et aux petites entreprises du Canada. Ces services sont offerts par l'entremise du réseau de centres bancaires, des services bancaires par téléphone, des services bancaires par Internet et par les GAB, ainsi que par l'entremise de services bancaires électroniques de détail en comarque, les Services financiers le Choix du Président (Les Compagnies Loblaw Limitée).

Objectifs permanents	Résultats du 3 <sup>e</sup> trimestre
Réaliser un rendement des capitaux propres de 35 % à 40 %.	Le rendement des capitaux propres s'est établi à 37,6 % pour le trimestre et à 33,6 % depuis le début de l'exercice.
Accroître le bénéfice d'exploitation <sup>(1)</sup> de 10 % par année.	Le bénéfice d'exploitation depuis le début de l'exercice a augmenté de 8,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
Améliorer la loyauté de la clientèle.	Le sondage interne le plus récent sur la loyauté de la clientèle indique que la moyenne sur 12 mois est demeurée au même niveau, à 65 %.

<sup>1)</sup> Le bénéfice d'exploitation comprend le bénéfice net, à l'exclusion des éléments inclus dans le tableau Éléments inhabituels, comme il est expliqué dans la section Mesures du rendement.

## Résultats

en millions de dollars	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenus d'exploitation (BIE) <sup>(1)</sup>					
Services bancaires personnels	488 \$	455 \$	440 \$	1 399 \$	1 253 \$
Opérations bancaires – PME	139	132	132	409	386
Cartes	311	324	308	948	917
Prêts hypothécaires	195	156	134	509	432
Divers	124	136	200	399	594
Revenu total (BIE) <sup>(1)</sup>	1 257	1 203	1 214	3 664	3 582
Rajustement selon la BIE	-	-	-	-	3
Revenu total	1 257	1 203	1 214	3 664	3 579
Dotation aux pertes sur créances	150	135	106	423	349
Frais autres que d'intérêts	734	859	755	2 301	2 214
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	373	209	353	940	1 016
Impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	126	50	112	281	322
Bénéfice net	247 \$	159 \$	241 \$	659 \$	694 \$
Coefficient d'efficacité	58,4 %	71,4 %	62,2 %	62,8 %	61,9 %
Rendement des capitaux propres	37,6 %	25,0 %	42,3 %	33,6 %	38,3 %
Bénéfice économique <sup>(2)</sup>	165 \$	81 \$	172 \$	415 \$	488 \$

- 1) La direction analyse le revenu net d'intérêts compris dans le revenu total sur une base d'imposition équivalente (BIE), comme il est indiqué dans la section Mesures du rendement.
- 2) Le rajustement du bénéfice net relativement au coût des capitaux propres du trimestre a été de 82M\$ (78M\$ au 30 avril 2003 et 69 M\$ au 31 juillet 2002), et de 244 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 (206 M\$ au 31 juillet 2002). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures du rendement.

Le bénéfice net a augmenté de 6 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, et de 88 M\$ en regard du trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le bénéfice net a diminué de 35 M\$ en regard de la même période en 2002.

Le tableau suivant contient des éléments du bénéfice net qui, de l'avis de la direction, sont de nature inhabituelle.

Éléments inhabituels (après impôts)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Baisse de valeur liée au contrat avec Air Canada	- \$	(81) \$	- \$	(81) \$	- \$
Gain à la vente d'actifs non sectoriels	-	-	10	-	10
	- \$	(81) \$	10 \$	(81) \$	10 \$

### Revenus

Les revenus ont augmenté de 43 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, surtout en raison de la croissance des volumes et de l'amélioration des marges sur les services bancaires personnels, les prêts hypothécaires et les Services financiers le Choix du président, de l'accroissement du volume des opérations bancaires – PME et des cartes, ainsi que de la hausse des revenus tirés des remboursements anticipés et des gains accrus provenant des ventes et des activités de couverture pour le secteur des prêts hypothécaires. Ces améliorations ont été en partie neutralisées par un recul de 70 M\$ des revenus de West

Indies résultant de l'adoption de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation dans le cadre du regroupement de West Indies le 11 octobre 2002 et par la réduction des revenus de trésorerie répartis. Les revenus se sont inscrits en hausse de 54 M\$ par rapport au trimestre précédent grâce à la croissance du volume de tous les produits, surtout les dépôts et prêts, les cartes et les prêts hypothécaires, et du fait que le trimestre comportait trois jours de plus, ainsi que des gains accrus tirés des ventes et des activités de couverture du secteur des prêts hypothécaires. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une diminution des marges sur cartes et par la réduction des revenus de trésorerie répartis.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les revenus ont augmenté de 85 M\$ par rapport à la période correspondante en 2002 en raison de l'accroissement des volumes et de l'amélioration des marges sur les services bancaires personnels et les Services financiers le Choix du président ainsi que de la hausse des volumes des opérations bancaires – PME, des cartes et des prêts hypothécaires, et de celle des gains tirés des ventes et des activités de couverture dans le secteur des prêts hypothécaires. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par un fléchissement de 189 M\$ des revenus de West Indies étant donné l'adoption de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation mentionnée ci-dessus et la diminution des revenus de trésorerie répartis.

### Dotation aux pertes sur créances

Pour le trimestre, la dotation aux pertes sur créances a grimpé de 44 M\$ comparativement au troisième trimestre de 2002, essentiellement en raison de la progression des volumes pour tous les produits de crédit et de l'accroissement des pertes dans le secteur de l'agriculture. La dotation aux pertes sur créances a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent étant donné la hausse des pertes liées aux prêts aux PME et aux prêts agricoles, en partie compensée par une diminution des pertes sur prêts personnels.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la dotation aux pertes sur créances a été supérieure de 74 M\$ à celle de la même période en 2002 en raison de la hausse des volumes, surtout dans le secteur des cartes.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 21 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002 en raison d'une réduction de 42 M\$ des dépenses découlant du regroupement de West Indies, en partie contrebalancée par une hausse des dépenses liées à la rémunération incitative et à la technologie. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 125 M\$ par rapport au trimestre précédent, au cours duquel avait été constatée une diminution de 128 M\$ de la valeur d'un actif reporté relativement au contrat avec Air Canada.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 87 M\$ par rapport à la période comparable de 2002 en raison de la réduction de valeur relative à Air Canada et de la hausse des coûts de technologie. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par une réduction de 124 M\$ des dépenses liées à West Indies et par la baisse des dépenses pour les projets.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 17 559 employés permanents, soit 2 172 de moins qu'au troisième trimestre de 2002, principalement en raison de l'exclusion de l'effectif de West Indies, du réalignement des services de soutien à l'infrastructure et des programmes de réduction de l'effectif. L'effectif comptait 366 employés permanents de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison des programmes de réduction de l'effectif.

## DÉTAIL ET GESTION DES AVOIRS CIBC – GESTION DES AVOIRS CIBC

*Gestion des avoirs CIBC offre des services personnalisés de vente et de conseil ainsi que des produits à une vaste clientèle, essentiellement au Canada. Elle propose, par l'intermédiaire du personnel de vente sur place dans les centres bancaires, un large éventail de produits et de services de placement, dont le courtage traditionnel, le courtage à escompte, la gestion des avoirs, des services bancaires privés et fiduciaires ainsi qu'une gamme complète de services de placement et de crédit.*

Objectifs permanents	Résultats au 3 <sup>e</sup> trimestre
Accroître le bénéfice d'exploitation <sup>(1)</sup> de 10 % par année.	Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 2,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
Augmenter de 5 % par année l'actif des fonds mutuels.	L'actif de fonds mutuels a augmenté de 4,6 % depuis le début de l'exercice.
Augmenter de 4 % le total des biens non institutionnels administrés par Gestion des avoirs CIBC pour l'exercice.	Compte non tenu des entreprises vendues pendant l'exercice, les biens non institutionnels administrés ont augmenté de 2,4 % depuis le début de l'exercice.

1) Le bénéfice d'exploitation comprend le bénéfice net, à l'exclusion des éléments inclus dans le tableau Éléments inhabituels, comme il est expliqué dans la section Mesures du rendement.

## Résultats

en millions de dollars	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
<b>Revenus</b>					
Service Impérial	180 \$	173 \$	184 \$	535 \$	537 \$
Courtage de détail	250	245	351	862	1 061
Gestion privée des avoirs	39	35	39	111	120
Produits de Gestion des avoirs	128	124	137	388	390
Divers	18	(3)	6	31	73
<b>Revenu total</b>	<b>615</b>	<b>574</b>	<b>717</b>	<b>1 927</b>	<b>2 181</b>
Dotation aux pertes sur créances	5	4	3	12	9
Frais autres que d'intérêts	477	471	631	1 494	1 949
Bénéfice avant impôts	133	99	83	421	223
Impôts sur les bénéfices	46	30	24	144	63
<b>Bénéfice net</b>	<b>87 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>277 \$</b>	<b>160 \$</b>
Coefficient d'efficacité	77,5 %	82,2 %	88,0 %	77,5 %	89,4 %
Rendement des capitaux propres	26,9 %	21,2 %	39,9 %	28,5 %	35,3 %
Bénéfice économique <sup>(1)</sup>	48 \$	30 \$	41 \$	158 \$	109 \$

1) Le rajustement du bénéfice net relativement au coût des capitaux propres du trimestre a été de 39 M\$ (39 M\$ au 30 avril 2003; 18 M\$ au 31 juillet 2002), et de 119 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 (51 M\$ au 31 juillet 2002). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Mesures du rendement.

Le bénéfice net a augmenté de 28 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, et de 18 M\$ en regard du trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le bénéfice s'est accru de 117 M\$ comparativement à la même période en 2002.

Le tableau suivant contient des éléments du bénéfice net qui, de l'avis de la direction, sont de nature inhabituelle.

Éléments inhabituels (après impôts)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
<b>Gain à la vente d'actifs non sectoriels</b>	- \$	- \$	- \$	28 \$	- \$
Frais liés à l'intégration de Merrill Lynch	(5)	(5)	(27)	(16)	(99)
	<b>(5) \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>(27) \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>(99) \$</b>

## Revenus

Les revenus ont diminué de 102 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, surtout en raison de la perte de revenus permanents découlant de la vente d'Oppenheimer au début de janvier 2003. Cette baisse a été en partie compensée par la hausse des revenus tirés des activités de courtage de détail et des CPG due à l'amélioration des volumes et des marges. Les revenus ont augmenté de 41 M\$ par rapport au trimestre précédent, tous les secteurs ayant contribué à la progression. En particulier, les activités du marché des négociations de détail ont pris du mieux, donnant lieu à une hausse des revenus tirés des opérations, et les revenus de trésorerie répartis se sont accrus. Ces résultats ont été partiellement contrebalancés par la diminution des revenus résultant de la clôture des services de transition fournis relativement à la vente d'Oppenheimer.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les revenus ont fléchi de 254 M\$ en regard de la même période de l'exercice précédent. Les éléments suivants liés à la cession et à l'acquisition de certaines entreprises ont représenté 196 M\$ de la baisse des revenus :

- perte de revenus permanents découlant de la vente d'Oppenheimer, compensée par :
- un gain avant impôts de 52 M\$ à la vente d'Oppenheimer;
- deux mois de revenus additionnels tirés des activités de courtage de détail de Merrill Lynch, acquises le 28 décembre 2001;
- trois mois de revenus additionnels tirés des activités de gestion des avoirs de Merrill Lynch, acquises le 31 janvier 2002.

Par ailleurs, les revenus de trésorerie répartis ont diminué, de même que les revenus tirés des opérations de négociation de détail et les revenus d'honoraires en raison de la faiblesse des marchés. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une hausse des revenus tirés des CPG due à l'amélioration des marges.

#### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 154 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, surtout en raison de la diminution des charges permanentes découlant de la vente d'Oppenheimer et des frais d'intégration plus faibles de Merrill Lynch. Cette baisse a été annulée en partie par l'augmentation des charges liées à la technologie et à l'exploitation. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 M\$ en regard du trimestre précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 455 M\$ comparativement à la même période en 2002. Les éléments suivants liés à la cession et à l'acquisition de certaines entreprises ont représenté 417 M\$ de la baisse des frais autres que d'intérêts :

- baisse de frais d'exploitation permanents liée à la vente d'Oppenheimer;
- frais plus faibles pour l'intégration de Merrill Lynch, en partie compensés par :
- deux mois de frais supplémentaires liés à l'acquisition des activités de courtage de détail de Merrill Lynch;
- trois mois de frais supplémentaires liés à l'acquisition des activités de gestion des avoirs de Merrill Lynch.

Par ailleurs, les frais autres que d'intérêts ont reculé en raison de la baisse de la rémunération liée aux revenus et des initiatives de compression des coûts.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 6 756 employés permanents, soit 2 541 de moins qu'au troisième trimestre de 2002, surtout en raison de la vente d'Oppenheimer, des activités d'intégration et de compression des coûts ainsi que de la réaffectation de personnel aux services de soutien à l'infrastructure. L'effectif comptait 156 employés permanents de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la vente d'Oppenheimer et des initiatives de compression des coûts.

## MARCHÉS MONDIAUX CIBC

*Marchés mondiaux CIBC est une banque d'investissement qui offre une gamme complète de services de placement, de services aux entreprises et de services de banque d'affaires et d'investissement partout au Canada et aux États-Unis et qui occupe des créneaux au Royaume-Uni et en Asie.*

Objectifs permanents	Résultats du 3 <sup>e</sup> trimestre
Réaliser un bénéfice net annuel de 400 M\$ à 600 M\$.	Bénéfice net de 3 M\$ pour le trimestre et de 247 M\$ depuis le début de l'exercice <sup>(1)</sup>
Obtenir un rendement des capitaux propres de 15 % à 20 %.	Rendement des capitaux propres de (1,5) % pour le trimestre et de 7,4 % depuis le début de l'exercice <sup>(1)</sup>

1) Voir le tableau *Éléments inhabituels* et la section *Frais autres que d'intérêts ci-dessous*.

### Résultats

en millions de dollars	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu (BIE) <sup>(1)</sup>					
Marchés des capitaux	378 \$	391 \$	279 \$	1 189 \$	1 024 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	310	390	278	1 195	965
Services de banque d'affaires	6	(67)	(116)	(56)	407
Services bancaires aux entreprises	104	108	113	335	336
Divers	33	27	(1)	66	(20)
Revenu total (BIE) <sup>(1)</sup>	831	849	553	2 729	2 712
Rajustement selon la BIE	35	31	28	94	77
Revenu total	796	818	525	2 635	2 635
Dotation aux pertes sur créances	269	106	179	567	855
Frais autres que d'intérêts	576	567	487	1 800	1 846
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(49)	145	(141)	268	(66)
Impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(52)	30	(65)	21	(189)
Bénéfice net	3 \$	115 \$	(76) \$	247 \$	123 \$
Coefficient d'efficacité	72,4 %	69,3 %	92,7 %	68,3 %	70,1 %
Coefficient d'efficacité (BIE) <sup>(1)</sup>	69,3 %	66,8 %	88,0 %	66,0 %	68,1 %
Rendement des capitaux propres	(1,5) %	11,2 %	(9,9) %	7,4 %	2,7 %
Bénéfice (perte) économique <sup>(2)</sup>	(102) \$	- \$	(192) \$	(102) \$	(211) \$

1) La direction analyse le revenu net d'intérêts compris dans le revenu total sur une base d'imposition équivalente (BIE), comme il est indiqué dans la section *Mesures du rendement*.

2) Le rajustement du bénéfice net relativement au coût des capitaux propres du trimestre a été de 105 M\$ (115 M\$ au 30 avril 2003 et 116 M\$ au 31 juillet 2002), et de 349 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 (334 M\$ au 31 juillet 2002). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section *Mesures du rendement*.

Le bénéfice net a augmenté de 79 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002 et a baissé de 112 M\$ par rapport au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le bénéfice net a grimpé de 124 M\$ en regard de la même période en 2002.

Le tableau suivant contient des éléments du bénéfice net qui, de l'avis de la direction, sont de nature inhabituelle.

Éléments inhabituels (après impôts)	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2003	2003	2002	2003	2002
<i>en millions de dollars</i>					
Perte sur prêts détenus pour la vente <sup>(1)</sup>	(88) \$	- \$	- \$	(88) \$	- \$
Recouvrement au titre de l'assurance contre les pertes d'exploitation	-	-	-	11	-
	(88) \$	- \$	- \$	(77) \$	- \$

1) Se reporter à la section *Risque de crédit*

### Revenus

Pour le trimestre, les revenus ont augmenté de 271 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, essentiellement en raison de la réduction des baisses de valeur du portefeuille des services de banque d'affaires et des conditions favorables du marché qui ont particulièrement avantagé les titres à revenu fixe et les produits structurés en actions. Les revenus ont diminué de 22 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des revenus tirés des produits bancaires d'investissement et de crédit, en partie compensée par la réduction des baisses de valeur du portefeuille de services de banque d'affaires.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les revenus ont été semblables à ceux de la même période en 2002. La hausse des revenus des produits structurés en actions, des titres à revenu fixe et des activités de montage en Europe et aux États-Unis, de même que des revenus de trésorerie répartis a été sensiblement contrebalancée par la baisse des revenus nets tirés des services de banque d'affaires.

### Dotation aux pertes sur créances

Pour le trimestre, la dotation aux pertes sur créances a augmenté de 90 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002, et de 163 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la perte de 135 M\$ liée aux prêts détenus pour la vente. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section *Gestion du risque de crédit*.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, la dotation aux pertes sur créances a diminué de 288 M\$ par rapport à la même période en 2002, pour laquelle on avait constaté des baisses de valeur liées à Enron Corp., à Global Crossing Ltd et à Téléglobe Inc.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 89 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2002 en raison de la hausse de la rémunération liée aux revenus et d'une provision de 60 M\$ relative aux affaires entre la CIBC et Enron. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la provision indiquée précédemment, mais ils ont été partiellement compensés par une baisse de la rémunération liée aux revenus.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, les frais autres que d'intérêts ont régressé de 46 M\$ en regard de la période comparable de 2002, surtout en raison de la baisse des coûts liés aux indemnités de départ et d'économies relatives aux programmes de réduction de l'effectif. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par la hausse de la rémunération liée aux revenus et par la provision mentionnée précédemment.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 2 419 employés permanents, soit 735 de moins qu'au troisième trimestre de 2002 en raison des programmes de réduction du personnel mentionnés précédemment et du transfert de la comptabilisation de Juniper Financial Corp. au poste *Siège social et autres*. L'effectif comptait 28 employés permanents de moins qu'au trimestre précédent.

### Impôts

Marchés mondiaux CIBC mène ses activités dans plusieurs juridictions fiscales assujetties à différents taux d'imposition. C'est pourquoi la charge d'impôts globale comptabilisée pour chaque période est déterminée, en partie, selon la proportion relative des bénéfices générés dans chaque juridiction fiscale.

### SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

*Le poste **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Expansion de l'entreprise, Finances, Technologie et opérations, Trésorerie et gestion du bilan et du risque, ainsi que les activités bancaires électroniques aux États-Unis (progressivement liquidées), Juniper Financial Corp., CIBC Mellon, et d'autres éléments de revenus et de frais et postes du bilan non directement attribuables aux secteurs d'exploitation. Les activités des groupes fonctionnels menées au nom de l'ensemble de la CIBC sont intégrées au poste *Siège social et autres*.*

## Résultats

<i>en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2003</b>	30 avril 2003	31 juillet 2002	<b>31 juillet 2003</b>	31 juillet 2002
Revenu total	<b>198 \$</b>	139 \$	78 \$	<b>453 \$</b>	155 \$
Dotation aux pertes sur créances	<b>1</b>	3	2	<b>10</b>	7
Frais autres que d'intérêts	<b>165</b>	148	109	<b>495</b>	447
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	<b>32</b>	(12)	(33)	<b>(52)</b>	(299)
Impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	<b>(419)</b>	11	(2)	<b>(422)</b>	(75)
Bénéfice net (perte nette)	<b>451 \$</b>	(23) \$	(31) \$	<b>370 \$</b>	(224) \$

Le bénéfice net a augmenté de 482 M\$ en regard du troisième trimestre de 2002, surtout du fait des recouvrements et intérêts liés au paiement des impôts excédentaire, et de l'absence de pertes liées aux services bancaires électroniques aux États-Unis, en partie compensés par la provision pour moins-value au titre de l'actif d'impôts américains futurs et par la hausse des coûts nets relatifs aux droits à la plus-value des actions au troisième trimestre de 2002. En janvier 2003, la CIBC a conclu des couvertures économiques pour réduire l'incidence de la volatilité des droits à la plus-value des actions. Le bénéfice net a monté de 474 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison des questions fiscales mentionnées ci-dessus.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003, le bénéfice net a grimpé de 594 M\$ en regard de la même période en 2002, surtout en raison des questions fiscales ci-dessus, de la baisse des pertes liées aux services bancaires électroniques des États-Unis et de la baisse de valeur d'un placement sous forme d'actions privilégiées au premier trimestre de 2002, en partie contrebalancées par les coûts nets accrus liés aux droits à la plus-value des actions comme indiqué précédemment.

Le tableau suivant contient des éléments du bénéfice net (de la perte nette) qui, de l'avis de la direction, sont de nature inhabituelle.

<i>en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2003</b>	30 avril 2003	31 juillet 2002	<b>31 juillet 2003</b>	31 juillet 2002
Recouvrement et intérêts sur le paiement d'impôts excédentaire	<b>707 \$</b>	- \$	- \$	<b>707 \$</b>	- \$
Provision pour moins- value au titre d'un actif d'impôts américains futurs	<b>(232)</b>	-	-	<b>(232)</b>	-
Charge de restructuration	<b>5</b>	-	-	<b>5</b>	-
Événements du 11 septembre 2001	-	-	(12)	-	(12)
	<b>480 \$</b>	- \$	(12) \$	<b>480 \$</b>	(12) \$

## GESTION DU RISQUE ET DES RESSOURCES DU BILAN

L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque et des ressources du bilan (incluant le capital) est sensiblement la même que celle décrite aux pages 55 à 68 du rapport annuel de 2002.

### Gestion du risque de crédit

Au cours du trimestre, la CIBC a transféré 885 M\$ de prêts aux entreprises et aux administrations publiques (total des autorisations – 1,44 G\$) dans un portefeuille de prêts détenus pour la vente. Ces prêts ont été transférés à ce portefeuille à leur valeur comptable ou à leur valeur marchande, selon le moins élevé des deux montants. Au moment du transfert, la valeur comptable de ces prêts a été réduite par une dotation aux pertes sur créances de 135 M\$ et par des pertes de 16 M\$ comptabilisées dans le revenu autre que d'intérêts.

À la fin du trimestre, les prêts douteux bruts s'élevaient à 1,89 G\$, en baisse par rapport aux 2,28 G\$ inscrits au 31 octobre 2002. Le secteur des services commerciaux a enregistré la plus importante hausse des prêts douteux bruts, et le secteur des télécommunications et de la câblodistribution, la plus importante baisse depuis le 31 octobre 2002. Les prêts douteux bruts ont reculé de 82 M\$ au Canada et de 390 M\$ aux États-Unis, et ont augmenté de 88 M\$ dans d'autres pays, surtout en Europe, au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2003.

La dotation aux pertes sur créances pour le trimestre s'est élevée à 425 M\$, en hausse en regard de 290 M\$ au troisième trimestre de 2002 et de 248 M\$ au dernier trimestre. Les résultats du trimestre comprenaient la dotation aux pertes sur créances de 135 M\$ du portefeuille de prêts détenus pour la vente mentionné ci-dessus. La dotation aux pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 a atteint 1 012 M\$ (877 M\$), compte non tenu de la dotation aux pertes sur créances liée au portefeuille de prêts détenus pour la vente), en baisse par rapport à la provision de 1 220 M\$ inscrite il y a un an. La dotation aux pertes sur créances pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques du trimestre s'est établie à 299 M\$, dont 45 % se rapportent au portefeuille de prêts détenus pour la vente. Les pertes sur cartes de crédit ont constitué 69 % de la dotation pour pertes sur créances pour les prêts à la consommation du trimestre de 126 M\$ et 68 % de la dotation aux pertes sur créances pour les prêts à la consommation à ce jour, qui s'est établit à 396 M\$. La dotation aux pertes sur créances pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques à ce jour, compte non tenu du portefeuille de prêts détenus pour la vente, a atteint 481 M\$, les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution, des services commerciaux, des services publics et du détail représentant 71 % de ce montant.

À la fin du trimestre, la provision totale pour pertes sur créances de la CIBC, composée d'une provision spécifique et d'une provision générale, s'établissait à 2,48 G\$, en hausse de 190 M\$ par rapport à celle du 31 octobre 2002. L'augmentation de la provision totale découle des variations de la provision spécifique.

La provision pour pertes sur créances dépassait les prêts douteux bruts de 587 M\$ à la fin du trimestre, contre 13 M\$ au 31 octobre 2002.

La CIBC continue d'améliorer ses méthodes de mesure du risque de crédit et l'infrastructure connexe en vue d'obtenir l'approbation des organismes de réglementation pour la mise en oeuvre de l'accord de Bâle II sur les fonds propres.

### Gestion du risque de marché

Le tableau suivant présente les unités de mesure du risque (UMR) (valeur à risque) moyennes et à la fin du trimestre par type de risque, appliquées aux activités de négociation combinées de la CIBC pour le trimestre, le troisième trimestre de 2002, les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 et la même période de 2002. Comparativement au troisième trimestre de 2002, le risque global a diminué, principalement en raison de la réduction des risques liés aux taux d'intérêt, aux actions et aux écarts sur crédit. Les activités de négociation quotidiennes ont été positives durant 85 % du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé les UMR pendant le trimestre.

#### UMR PAR TYPE DE RISQUE, PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

<i>en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés le</i> 31 juillet 2003		<i>Trois mois terminés le</i> 31 juillet 2002		<i>Cumul Cumul</i> 2003 2002	
	<i>Fin T3</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Fin T3</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Moyenne</i>
Risque de taux d'intérêt	2,4	3,2	3,3	6,6	4,1	9,5
Risque d'écart de crédit	3,3	3,7	7,3	5,5	4,8	5,6
Risque lié aux actions	5,1	5,5	7,9	7,8	6,5	8,2
Risque de change	0,8	0,6	0,4	0,5	0,5	0,9
Risque lié aux marchandises	0,9	1,3	1,1	1,0	1,4	0,9
Effet de diversification <sup>(1)</sup>	(6,0)	(6,8)	(7,9)	(10,8)	(7,3)	(12,5)
Risque total	6,5	7,5	12,1	10,6	10,0	12,6

1) Les UMR sont inférieures à la somme des UMR des différents types de risque du marché en raison de la neutralisation du risque découlant de la diversification du portefeuille.

### Gestion du risque d'illiquidité

La CIBC atténue le risque d'illiquidité par le maintien de groupes distincts d'actifs liquides de grande qualité financés à terme. Ces actifs liquides peuvent être vendus ou cédés en garantie pour des emprunts, ce qui assure une source immédiate de liquidités. Au 31 juillet 2003, les actifs liquides du bilan comportaient une encaisse de 1,1 G\$, des titres pour 51,8 G\$ et des dépôts auprès d'autres banques de 12,0 G\$. À la fin du trimestre, la CIBC disposait également de titres empruntés ou acquis aux termes de conventions de rachat totalisant 19,3 G\$. Dans le cours normal des affaires de la CIBC, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion globale des

garanties, y compris les conventions de rachat et les prêts de titres. À la fin du trimestre, ces actifs totalisaient 36,0 G\$.

Une vaste gamme de sources de financement de détail et de gros, diversifiée par client, devise, type et emplacement géographique, est utilisée pour répondre aux besoins consolidés en matière de liquidités. À la fin du trimestre, les dépôts de particuliers en dollars canadiens s'élevaient à 64,2 G\$.

### **Gestion du risque d'exploitation**

---

Au cours du trimestre, la CIBC a poursuivi la mise en oeuvre de sa méthode améliorée de mesure du risque d'exploitation et obtenu l'approbation du comité de vérification à cet égard (ainsi que de ses politiques, procédures et normes liées au risque d'exploitation) – condition essentielle à l'approbation de l'approche avancée AMA (Advanced Measurement Approach) de Bâle II.

### **Gestion des ressources du bilan**

---

La CIBC a poursuivi la réaffectation des ressources du bilan (y compris le capital) aux activités affichant un bénéfice solide, revêtant une grande importance stratégique et possédant un potentiel de croissance à long terme. Les activités de cartes de crédit ont continué de croître, ce qui a donné lieu à une progression de 16 % de l'utilisation du bilan depuis le 31 octobre 2002. De même, l'utilisation du bilan par les prêts hypothécaires à l'habitation a augmenté de 5 % depuis le 31 octobre 2002.

La CIBC a poursuivi sa stratégie consistant à réaffecter les capitaux consacrés aux activités à rendement moins élevé. Les ressources utilisées par le portefeuille de prêts secondaires de gros ont été réduites d'environ 23 % depuis le 31 octobre 2002 grâce aux ventes de prêts et aux échéances.

Dans l'ensemble, depuis le 31 octobre 2002, le bilan de la CIBC s'est amélioré de 10 G\$, pour s'établir à 283,3 G\$. Les augmentations découlent surtout des prêts hypothécaires à l'habitation (3,5 G\$), des titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente (3,3 G\$), des dépôts portant intérêt auprès d'autres banques (3,0 G\$), des titres du compte de placement (2,9 G\$), des titres du compte de négociation (2,4 G\$) et des prêts personnels et sur cartes de crédit (1,2 G\$). Ces hausses ont été en partie contrebalancées par les réductions des prêts aux entreprises et aux administrations publiques (5,1 G\$) et des acceptations (1,6 G\$).

L'excédent net non matérialisé de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de placements de la CIBC totalisait 320 M\$ à la fin du trimestre, y compris les gains non matérialisés de 429 M\$ dans les capitaux propres de la CIBC liés principalement aux placements détenus dans le portefeuille de services de banque d'affaires.

### **Gestion des ressources en capital**

---

Le capital réglementaire est calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Au 31 juillet 2003, le capital de première catégorie et le capital total de la CIBC s'établissaient respectivement à 12,3 G\$ et 14,7 G\$, comparativement à 11,0 G\$ et 14,3 G\$ au 31 octobre 2002. Les ratios du capital de première catégorie et du capital total s'établissaient respectivement à 10,2 % et 12,2 %, en regard de 8,7 % et 11,3 % au 31 octobre 2002.

De plus, le 20 janvier 2003, la CIBC a émis pour 250 M\$ de titres subordonnés à 4,75 %, venant à échéance le 21 janvier 2013. Le produit de l'émission a été ajouté au capital de deuxième catégorie de la CIBC.

Le 29 janvier 2003, la CIBC a émis pour 250 M\$ d'actions privilégiées de catégorie A, à dividendes non cumulatifs de 5,75 %, série 26. Une partie du produit de l'émission, bien qu'admissible sur le plan de sa structure au capital de première catégorie, est présentée temporairement à titre de capital de deuxième catégorie, car les actions privilégiées admissibles au capital total de première catégorie de la CIBC dépassent la limite de 25 % du capital net de première catégorie prescrit par l'organisme de réglementation.

Le 4 mars 2003, la CIBC a remboursé ses débentures à taux variable échéant le 4 mars 2008, moyennant leur montant en capital de 50 M\$.

Le 19 mai 2003, CIBC World Markets plc à Londres, au R.-U., filiale en propriété exclusive de la CIBC, a remboursé ses billets subordonnés à taux variable de série A (125 M\$ US) et de série B (125 M\$ US) échéant le 19 mai 2008.

Le 31 juillet 2003, la CIBC a racheté la totalité des 8 millions d'actions privilégiées de catégorie A, à dividendes non cumulatifs, série 14 en circulation à un prix de 26,00 \$ l'action, y compris une prime de rachat de 1,00 \$ l'action, pour un total de 208 M\$.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

<i>Non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet</b> <b>2003</b>	30 avril 2003	31 juillet 2002	<b>31 juillet</b> <b>2003</b>	31 juillet 2002
<b>Revenu d'intérêts</b>					
Prêts	2 259 \$	2 099 \$	2 120 \$	6 527 \$	6 291 \$
Titres	643	588	677	1 861	2 056
Dépôts auprès d'autres banques	31	32	57	103	175
	<b>2 933</b>	2 719	2 854	<b>8 491</b>	8 522
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts et autres passifs	1 400	1 303	1 476	4 093	4 272
Dettes subordonnées	51	52	53	154	166
	<b>1 451</b>	1 355	1 529	<b>4 247</b>	4 438
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>1 482</b>	1 364	1 325	<b>4 244</b>	4 084
<b>Dotations aux pertes sur créances</b>	<b>425</b>	248	290	<b>1 012</b>	1 220
	<b>1 057</b>	1 116	1 035	<b>3 232</b>	2 864
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>					
Frais de service					
Prises fermes et consultation	219	196	214	654	715
Services de dépôt et de paiement	185	170	174	528	487
Services de crédit	98	107	107	307	314
Services de cartes	88	80	89	260	244
Gestion de placement et garde de titres	77	79	122	259	364
Gestion de fonds mutuels	135	126	148	397	420
Assurances	37	53	39	130	109
	<b>839</b>	811	893	<b>2 535</b>	2 653
Commissions pour opérations sur titres	217	194	311	677	932
Opérations de négociation	128	178	36	500	248
Gain (perte) sur titres de placement, montant net	(57)	(74)	(156)	(107)	166
Revenu tiré des actifs titrisés	48	58	42	156	141
Revenu lié au change tiré d'activités autres que de négociation	52	64	54	173	153
Divers	157	139	29	501	173
	<b>1 384</b>	1 370	1 209	<b>4 435</b>	4 466
	<b>2 441</b>	2 486	2 244	<b>7 667</b>	7 330
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Rémunération et autres charges sociales	1 032	1 071	1 052	3 354	3 808
Frais d'occupation	147	149	179	438	523
Matériel informatique et matériel de bureau	280	291	249	850	707
Communications	84	100	110	293	318
Publicité et expansion des affaires	52	58	65	156	206
Honoraires	64	60	73	179	210
Taxe d'affaires et impôts sur le capital	33	31	27	93	86
Charge de restructuration (note 9)	(8)	-	-	(8)	-
Événements du 11 septembre 2001 (note 10)	-	-	20	-	20
Divers	268	285	207	735	578
	<b>1 952</b>	2 045	1 982	<b>6 090</b>	6 456
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>489</b>	441	262	<b>1 577</b>	874
<b>Impôts sur les bénéfices (économie d'impôts) (note 11)</b>	<b>(300)</b>	122	54	<b>22</b>	99
	<b>789</b>	319	208	<b>1 555</b>	775
<b>Part des actionnaires sans contrôle du bénéfice net (de la perte nette) des filiales</b>	<b>1</b>	(1)	15	<b>2</b>	22
<b>Bénéfice net</b>	<b>788 \$</b>	320 \$	193 \$	<b>1 553 \$</b>	753 \$
<b>Résultat par action (en dollars) (note 12)</b>					
De base	<b>2,04 \$</b>	0,76 \$	0,41 \$	<b>3,91 \$</b>	1,76 \$
Dilué	<b>2,02 \$</b>	0,76 \$	0,41 \$	<b>3,89 \$</b>	1,75 \$
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>0,41 \$</b>	0,41 \$	0,41 \$	<b>1,23 \$</b>	1,19 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

<i>Non vérifié, en millions de dollars, aux</i>	31 juillet 2003	31 octobre 2002
<b>ACTIF</b>		
<b>Liquidités</b>		
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt auprès d'autres banques	1 879 \$	1 300 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	11 180	8 212
	<b>13 059</b>	<b>9 512</b>
<b>Titres</b>		
Titres du compte de placement	23 522	20 583
Titres du compte de négociation	47 053	44 628
Titres en substitut de prêts	44	81
	<b>70 619</b>	<b>65 292</b>
<b>Prêts</b>		
Prêts hypothécaires à l'habitation	70 082	66 612
Prêts personnels et prêts sur cartes de crédit	31 942	30 784
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	36 844	41 961
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente	19 327	16 020
Provision pour pertes sur créances (note 6)	(2 478)	(2 288)
	<b>155 717</b>	<b>153 089</b>
<b>Divers</b>		
Instruments dérivés à la valeur marchande	24 124	24 717
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 264	6 848
Prêts détenus pour la vente (note 5)	734	-
Terrains, bâtiments et matériel	2 056	2 247
Écart d'acquisition	1 067	1 078
Autres actifs incorporels	260	297
Autres actifs	10 354	10 213
	<b>43 859</b>	<b>45 400</b>
	<b>283 254 \$</b>	<b>273 293 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	68 996 \$	67 975 \$
Entreprises et administrations publiques	115 600	117 986
Banques	13 496	10 669
	<b>198 092</b>	<b>196 630</b>
<b>Divers</b>		
Instruments dérivés à la valeur marchande	23 103	24 794
Acceptations	5 264	6 878
Engagements liés à des titres vendus à découvert	11 331	8 436
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	15 461	9 615
Autres passifs	13 403	10 980
	<b>68 562</b>	<b>60 703</b>
<b>Dette subordonnée</b> (note 7)	<b>3 256</b>	<b>3 627</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions privilégiées (note 8)	3 087	3 088
Actions ordinaires (note 8)	2 903	2 842
Surplus d'apport	46	26
Bénéfices non répartis	7 308	6 377
	<b>13 344</b>	<b>12 333</b>
	<b>283 254 \$</b>	<b>273 293 \$</b>

*Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.*

## ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

<i>Non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2003</b>	30 avril 2003	31 juillet 2002	<b>31 juillet 2003</b>	31 juillet 2002
<b>Actions privilégiées</b>					
Solde au début de la période	3 296 \$	3 326 \$	3 092 \$	3 088 \$	2 299 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	250	800
Rachat d'actions privilégiées	(200)	-	-	(200)	-
Écart de conversion lié aux actions privilégiées émises en devises étrangères	(9)	(30)	5	(51)	(2)
Solde à la fin de la période	<b>3 087 \$</b>	3 296 \$	3 097 \$	<b>3 087 \$</b>	3 097 \$
<b>Actions ordinaires</b>					
Solde au début de la période	2 862 \$	2 842 \$	2 823 \$	2 842 \$	2 827 \$
Émission d'actions ordinaires	41	20	7	61	47
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	-	-	-	-	(44)
Solde à la fin de la période	<b>2 903 \$</b>	2 862 \$	2 830 \$	<b>2 903 \$</b>	2 830 \$
<b>Surplus d'apport</b>					
Solde au début de la période	41 \$	33 \$	15 \$	26 \$	- \$
Charge au titre des options sur actions	5	8	6	20	21
Solde à la fin de la période	<b>46 \$</b>	41 \$	21 \$	<b>46 \$</b>	21 \$
<b>Bénéfices non répartis</b>					
Solde au début de la période, montant déjà établi	6 729 \$	6 621 \$	6 653 \$	6 377 \$	6 774 \$
Ajustement pour tenir compte du changement de conventions comptables	-	-	-	-	(42)
Solde au début de la période, montant retraité	6 729	6 621	6 653	6 377	6 732
Bénéfice net	788	320	193	1 553	753
Dividendes					
Actions privilégiées	(46)	(47)	(45)	(137)	(117)
Actions ordinaires	(148)	(148)	(147)	(443)	(430)
Prime de rachat d'actions privilégiées	(8)	-	-	(8)	-
Prime de rachat d'actions ordinaires	-	-	-	-	(269)
Écart de conversion, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>(1)</sup>	(17)	(14)	(13)	(36)	(16)
Divers	10	(3)	(1)	2	(13)
Solde à la fin de la période	<b>7 308 \$</b>	6 729 \$	6 640 \$	<b>7 308 \$</b>	6 640 \$

1) Le solde cumulé du compte de conversion de devises consiste en 6 M \$ (23 M \$ au 30 avril 2003; 24 M \$ au 31 juillet 2003).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

**FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

<i>Non vérifié, en millions de dollars</i>	<i>Trois mois terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	<b>31 juillet 2003</b>	30 avril 2003	31 juillet 2002	<b>31 juillet 2003</b>	31 juillet 2002
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	<b>788 \$</b>	320 \$	193 \$	<b>1 553 \$</b>	753 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets :					
Dotation aux pertes sur créances	<b>425</b>	248	290	<b>1 012</b>	1 220
Amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel et des améliorations locatives	<b>64</b>	71	84	<b>205</b>	249
Amortissement des actifs incorporels	<b>3</b>	4	7	<b>11</b>	24
Rémunération à base d'actions	<b>31</b>	28	(43)	<b>87</b>	(3)
Gain à la vente de terrains, bâtiments et matériel	-	-	-	-	(7)
Impôts sur les bénéfices futurs	<b>151</b>	(17)	(18)	<b>145</b>	(376)
Perte (gain) sur titres de placement, montant net	<b>57</b>	74	156	<b>107</b>	(166)
Gains aux désinvestissements	-	-	-	<b>(48)</b>	-
Baisse de valeur liée au contrat avec Air Canada	-	128	-	<b>128</b>	-
Variation des actifs et passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	<b>86</b>	(66)	84	<b>370</b>	195
Intérêts courus à payer	<b>(16)</b>	(77)	(562)	<b>(180)</b>	(559)
Variation nette des titres du compte de négociation	<b>6 765</b>	(3 362)	(4 184)	<b>(2 425)</b>	(6 082)
Impôts sur les bénéfices exigibles	<b>96</b>	70	77	<b>260</b>	308
Paiements de restructuration	<b>(42)</b>	(50)	(29)	<b>(321)</b>	(109)
Produit de l'assurance reçu	<b>54</b>	-	39	<b>74</b>	80
Divers, montant net	<b>(345)</b>	1 594	(686)	<b>172</b>	(785)
	<b>8 117</b>	(1 035)	(4 592)	<b>1 150</b>	(5 258)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Dépôts, déduction faite des retraits	<b>5 106</b>	(5 296)	10 660	<b>1 462</b>	20 218
Engagements liés à des titres vendus à découvert	<b>614</b>	(1 221)	(3 693)	<b>2 895</b>	129
Engagements liés à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat, montant net	<b>1 023</b>	1 843	3 366	<b>5 846</b>	(1 292)
Émission de titres d'emprunt subordonnés	-	-	-	<b>250</b>	-
Rachat de titres d'emprunt subordonnés	<b>(423)</b>	(58)	-	<b>(484)</b>	(132)
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	<b>250</b>	800
Rachat d'actions privilégiées	<b>(208)</b>	-	-	<b>(208)</b>	-
Émission d'actions ordinaires	<b>41</b>	20	7	<b>61</b>	47
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	-	-	-	-	(313)
Dividendes	<b>(194)</b>	(195)	(192)	<b>(580)</b>	(547)
Divers, montant net	<b>168</b>	(472)	(445)	<b>(56)</b>	(15)
	<b>6 127</b>	(5 379)	9 703	<b>9 436</b>	18 895
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	<b>(4 381)</b>	1 001	1 170	<b>(2 968)</b>	(1 285)
Prêts, déduction faite des remboursements	<b>(1 910)</b>	(1 189)	(4 056)	<b>(4 088)</b>	(8 955)
Produits de titrisations	<b>1 032</b>	885	714	<b>2 991</b>	1 356
Achat de titres du compte de placement	<b>(11 117)</b>	(3 676)	(9 545)	<b>(20 612)</b>	(28 664)
Produit de la vente de titres du compte de placement	<b>4 741</b>	8 300	8 723	<b>17 881</b>	24 924
Titres empruntés ou acquis en vertu de conventions de revente, montant net	<b>(2 260)</b>	1 181	(1 602)	<b>(3 307)</b>	234
Montant net payé pour des acquisitions	-	-	-	-	(626)
Produit net des désinvestissements	-	-	-	<b>181</b>	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	<b>(23)</b>	(6)	(156)	<b>(149)</b>	(398)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	-	2	-	2
	<b>(13 918)</b>	6 496	(4 750)	<b>(10 071)</b>	(13 412)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	<b>(45)</b>	(46)	4	<b>(106)</b>	(3)
<b>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces au cours de la période</b>	<b>281</b>	36	365	<b>409</b>	222
Espèces et quasi-espèces au début de la période	<b>1 086</b>	1 050	1 344	<b>958</b>	1 487
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>1 367 \$</b>	1 086 \$	1 709 \$	<b>1 367 \$</b>	1 709 \$
Montant composé comme suit :					
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt auprès d'autres banques	<b>1 879 \$</b>	1 494 \$	1 738 \$	<b>1 879 \$</b>	1 738 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	<b>(512)</b>	(408)	(29)	<b>(512)</b>	(29)
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>1 367 \$</b>	1 086 \$	1 709 \$	<b>1 367 \$</b>	1 709 \$
Intérêts versés en espèces	<b>1 467 \$</b>	1 432 \$	2 091 \$	<b>2 960 \$</b>	4 997 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés en espèces	<b>(548) \$</b>	70 \$	(88) \$	<b>(383) \$</b>	184 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉ)

## 1. Conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (CIBC) ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, y compris les exigences comptables du Bureau du Surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002, figurant aux pages 74 à 118 du rapport annuel 2002 de la CIBC. Des informations additionnelles et l'application d'autres politiques sont présentées pour les prêts détenus pour la vente comme décrit à la note 5 et la note d'orientation concernant la comptabilité (NOC) 14 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), « Informations à fournir sur les garanties » comme décrit à la note 13.

## 2. Cessions

A. Au cours du premier trimestre de 2003, la CIBC a signé une entente avec Fahnestock Viner Holdings Inc. (Fahnestock) concernant la vente des activités de gestion privée et de gestion de portefeuilles d'Oppenheimer aux États-Unis (la vente d'Oppenheimer) pour un montant de 354 M\$. La contrepartie totale se compose d'un montant au comptant de 26 M\$, de 245 M\$ de débentures et d'un billet de 83 M\$. La CIBC peut acquérir, dans certaines circonstances, à l'échange des débentures, des actions sans droit de vote de Fahnestock correspondant à une participation d'environ 35 %.

En même temps qu'elle concluait la vente avec Fahnestock, la CIBC a lancé un plan de restructuration visant le retrait des activités de soutien des activités de gestion privée et de gestion de portefeuilles d'Oppenheimer. Le plan de restructuration, qui comprend des réductions de l'effectif, une réorganisation des locaux et la résiliation de contrats, devrait être terminé d'ici la fin de 2003.

Au cours du premier trimestre de 2003, la CIBC a constaté un gain net avant impôts de 52 M\$ dans le revenu autre que d'intérêts. Le gain net reflète la cession d'actifs nets de 131 M\$, une réduction de valeur de l'actif de 23 M\$, une perte de compression et autres coûts au titre du régime de retraite de 22 M\$, une charge de restructuration de 89 M\$ et des revenus reportés tirés des services de transition de 37 M\$. La charge de restructuration comprenait un montant de 40 M\$ de prestations de cessation d'emploi et un montant de 49 M\$ de coûts de résiliation de contrats.

En outre, la CIBC a conclu une entente de services de transition avec Fahnestock en vue d'offrir certains services de soutien qui s'est terminée au cours du trimestre. Les revenus reportés tirés des services de transition de 37 M\$ sont constatés dans les résultats de la période au cours de laquelle les services de transition ont été fournis.

Au cours du trimestre, le reste des actifs des clients liés aux activités de gestion de portefeuilles a été transféré à Fahnestock.

- B. Le 11 octobre 2002, la CIBC et Barclays Bank PLC ont terminé le regroupement de leurs services bancaires aux particuliers et aux entreprises et services bancaires internationaux dans les Antilles. La nouvelle entité porte la dénomination sociale de FirstCaribbean International Bank Limited<sup>MC</sup> (FirstCaribbean). Au cours du premier trimestre de 2003, l'émission de droits aux actionnaires publics de FirstCaribbean a été close. Il n'y a pas eu d'incidence importante sur la participation de la CIBC.
- C. Le 17 septembre 2002, la CIBC a signé une entente avec Hewlett-Packard (Canada) Ltée (HP) afin de vendre la participation de 51 % que la CIBC détenait dans INTRIA-HP Corporation (IHP), société d'impartition de services technologiques, et d'autres actifs connexes. L'opération a été conclue le 1<sup>er</sup> novembre 2002, et la vente n'a pas eu d'incidence importante. De plus, la CIBC a signé une entente d'impartition de sept ans avec HP afin que celle-ci fournisse à la CIBC, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2002, des services complets de technologie de l'information évalués à quelque 2 G\$.

## 3. Titrisation

Au cours du trimestre, la CIBC a titrisé 909 M\$ de prêts hypothécaires à l'habitation garantis par le gouvernement (638 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 653 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003) par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Par la suite, elle a vendu ces nouveaux titres ainsi que les titres hypothécaires invendus créés précédemment pour un montant de 862 M\$ (546 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 702 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003). La CIBC a touché un produit net au comptant de 862 M\$ (544 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 700 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003) et conserve les droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs sur des prêts hypothécaires à l'habitation, lesquels sont évalués à 28 M\$ (15 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 21 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003). Un gain de 12 M\$ (6 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 10 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003) avant impôts, déduction faite des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenu tiré des actifs titrisés dans les états financiers consolidés intermédiaires. La CIBC continue d'assumer la responsabilité des services liés aux prêts hypothécaires et constate les revenus tirés de ces services à mesure qu'ils sont réalisés. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits cédés ou conservés comprennent un taux de remboursement anticipé de 12 % et un taux d'actualisation se situant entre 3,2 % et 4,5 % (4,2 %

et 4,8 % au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 4,2 % et 5,5 % au 1<sup>er</sup> trim. 2003). Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant garantis par le gouvernement.

Au cours du trimestre, la CIBC a vendu 170 M\$ (341 M\$ au 2<sup>e</sup> trim. 2003; 374 M\$ au 1<sup>er</sup> trim. 2003) de comptes débiteurs de cartes de crédit dans le cadre d'opérations de titrisation aux États-Unis. Cette opération n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats consolidés intermédiaires. La CIBC continue d'assumer la responsabilité des services pour ses opérations de titrisation de cartes de crédit et constate les revenus tirés de ces services à mesure qu'ils sont fournis.

#### 4. Contrat avec Air Canada

En 1999, la CIBC a versé 200 M\$ plus les taxes applicables à Air Canada pour prolonger le contrat Visa Aéro Or qui les unit et continuer ainsi de bénéficier de droits exclusifs pour l'achat de milles Aéroplan à un prix par mille prédéfini entre 2002 et 2009. Le versement a été reporté et amorti sur la durée du contrat.

Pendant le trimestre précédent, après la demande de protection d'Air Canada, le 1<sup>er</sup> avril 2003, en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), la CIBC et Air Canada ont conclu une entente visant à remplacer le contrat existant par un nouveau contrat, sous réserve de l'approbation du tribunal intervenant dans la restructuration d'Air Canada en vertu de la LACC, et du respect de certaines autres conditions. Le 1<sup>er</sup> mai 2003, le tribunal a renvoyé la requête d'approbation du nouveau contrat et du financement de CIBC et a demandé au contrôleur désigné de mener à bien un processus d'appel d'offres relativement au contrat, tout en maintenant la confidentialité de la proposition de la CIBC. À la suite de ce processus, le 14 mai 2003, le tribunal a approuvé le nouveau contrat de la CIBC, sous réserve de certaines modifications. En vertu des modalités du nouveau contrat, la participation de la CIBC au programme Aéroplan est prolongée jusqu'en 2013, et la CIBC devra verser 24 % de plus pour chaque mille Aéroplan acheté. Par ailleurs, la CIBC et Air Canada ont convenu d'assouplir l'exigence d'exclusivité pour permettre à un fournisseur de cartes, autorisé par la CBC, d'acheter des milles Aéroplan liés

à des cartes de crédit, sous réserve de restrictions approuvées par la CIBC. En outre, la CIBC, à titre de créancier ordinaire en vertu de la LACC, est admissible à une indemnité pour résiliation de contrat d'environ 209 M\$ relativement au versement effectué en 1999. En conséquence, la CIBC a comptabilisé un montant de 128 M\$ avant impôts (81 M\$ après impôts) dans les frais autres que d'intérêts au cours du trimestre précédent afin de diminuer l'actif reporté lié au contrat initial, déduction faite du montant devant être recouvré par la direction au titre de l'indemnité de résiliation de contrat.

Dans le cadre du nouveau contrat, la CIBC a également accordé à Air Canada une facilité de crédit garantie de 350 M\$ au cours du trimestre, dont le capital sera remboursé par l'achat de milles Aéroplan. Le prêt devra être remboursé en totalité au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Ce prêt est inscrit à titre d'actif, et sera diminué au fur et à mesure que la CIBC acquerra des milles Aéroplan.

#### 5. Prêts détenus pour la vente

Les prêts transférés au portefeuille de prêts détenus pour la vente sont constatés à la moins élevée de leur valeur comptable ou de leur valeur marchande. Les pertes au transfert des prêts détenus pour la vente établies comme étant liées au crédit sont comptabilisées à la dotation aux pertes sur créances dans les résultats consolidés. Les pertes établies comme n'étant pas liées au crédit sont comptabilisées dans le revenu autre que d'intérêts. À la suite de leur transfert, les prêts détenus pour la vente sont évalués selon leur valeur marchande, jusqu'à concurrence de leur valeur comptable au moment de leur désignation initiale comme prêt détenu pour la vente. Les gains ou pertes non réalisés émanant d'une évaluation subséquente sont enregistrés dans le revenu autre que d'intérêts.

Au cours du trimestre, la CIBC a transféré des prêts aux entreprises et aux administrations publiques totalisant 885 M\$ (total des autorisations de 1,44 G\$) dans un portefeuille de prêts détenus pour la vente. Au moment du transfert, les prêts détenus pour la vente ont été réduits par une dotation aux pertes sur créances de 135 M\$ et des pertes de 16 M\$ inscrites dans le revenu autre que d'intérêts.

#### 6. Provision pour pertes sur créances

en millions de dollars	Trois mois terminés le 31 juillet 2003			Neuf mois terminés le 31 juillet 2003		
	Provision spécifique	Provision générale	Total de la provision	Provision spécifique	Provision générale	Total de la provision
Solde au début de la période	1 153 \$	1 250 \$	2 403 \$	1 039 \$	1 250 \$	2 289 \$
Dotation aux pertes sur créances constatées aux résultats consolidés	425	-	425	1 012	-	1 012
Radiations	(229)	-	(229)	(806)	-	(806)
Recouvrements <sup>(1)</sup>	11	-	11	133	-	133
Transfert aux prêts détenus pour la vente (note 5)	(135)	-	(135)	(135)	-	(135)
Change et autres rajustements	4	-	4	(14)	-	(14)
Solde à la fin de la période	1 229	1 250	2 479	1 229	1 250	2 479
Moins la provision pour lettres de crédit <sup>(2)</sup>	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)
Provision pour pertes sur créances	1 228 \$	1 250 \$	2 478 \$	1 228 \$	1 250 \$	2 478 \$

1) Comprend la protection de crédit achetée à des tiers.

2) Comprise dans Autres passifs

## 7. Dette subordonnée

Le 19 mai 2003, CIBC World Markets plc, filiale exclusive de la CIBC à Londres, au R.-U., a racheté ses billets subordonnés à taux variable de série A (125 M\$ US) et de série B (125 M\$ US) échéant le 19 mai 2008.

Le 4 mars 2003, la CIBC a racheté ses débetures à taux variable échéant le 4 mars 2008, moyennant leur montant en capital de 50 M\$.

Le 20 janvier 2003, la CIBC a émis une dette subordonnée à 4,75 % échéant le 21 janvier 2013 pour un montant global de capital de 250 M\$.

## 8. Capital-actions

Le 31 juillet 2003, la CIBC a racheté la totalité des huit millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividendes non cumulatifs, série 14, à un prix de 26,00 \$ l'action, qui comprenait une prime au rachat de 1,00 \$ l'action, ce qui représente un montant global de 208 M\$.

Le 29 janvier 2003, la CIBC a émis 10 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividendes non cumulatifs de 5,75 %, série 26, à un prix de 25,00 \$ l'action, ce qui représente un montant global de capital de 250 M\$.

### ACTIONS EN CIRCULATION

Aux	31 juillet 2003	31 octobre 2002
<b>Actions privilégiées catégorie A<sup>(1)</sup></b>		
Actions à taux fixe à dividendes non cumulatifs		
Série 14	-	8 000 000
Série 15	12 000 000	12 000 000
Série 16	5 500 000	5 500 000
Série 17	6 500 000	6 500 000
Série 18	12 000 000	12 000 000
Série 19	8 000 000	8 000 000
Série 20	4 000 000	4 000 000
Série 21	8 000 000	8 000 000
Série 22	4 000 000	4 000 000
Série 23	16 000 000	16 000 000
Série 24	16 000 000	16 000 000
Série 25	16 000 000	16 000 000
Série 26	10 000 000	-
<b>Actions ordinaires</b>	<b>360 920 799</b>	<b>359 064 369</b>
<b>Options sur actions en cours</b>	<b>19 257 179</b>	<b>19 942 954</b>

1) Les droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées de catégorie A, séries 14 à 25 sont décrits à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. La série 26 est assortie des mêmes droits et privilèges que les séries 24 et 25

## 9. Restructuration

Au cours du quatrième trimestre de 2002, une charge de restructuration de 508 M\$ a été incluse dans les frais autres que d'intérêts des résultats consolidés.

Les principales mesures prises au cours des neuf premiers mois de 2003 dans le cadre du programme de restructuration sont notamment les suivantes :

- **Marchés de détail CIBC** a terminé la liquidation des opérations BizSmart, continué de remanier son réseau de centres bancaires et de réduire son effectif dans certains secteurs.
- **Marchés mondiaux CIBC** a réduit son effectif aux États-Unis, en Asie, en Europe et au sein des services bancaires aux entreprises.
- **Siège social et autres** – Technologie et opérations a considérablement réduit son effectif au cours du trimestre afin d'harmoniser ses coûts avec les conditions actuelles du marché des activités qu'ils soutiennent.

Les entreprises de services bancaires électroniques aux États-Unis se sont départies de certaines unités fonctionnelles, ont réglé certains contrats, dont ceux conclus avec les grandes alliances bancaires américaines, et ont continué de réduire l'effectif.

Pendant le trimestre, la CIBC a modifié ses estimations liées à la restructuration, entraînant ainsi une réduction de 8 M\$ de sa provision originale. Cette modification est survenue à la lumière de faits et de circonstances postérieurs à l'inscription initiale de la charge de restructuration. Ainsi, les charges liées aux vendeurs et aux installations ont été inférieures aux prévisions et le recouvrement d'actifs a été supérieur aux prévisions.

Environ 300 postes ont été éliminés au cours du trimestre et près de 1 850 postes ont été supprimés à ce jour depuis le début de l'exercice. À l'origine, le programme prévoyait une réduction de l'effectif par la restructuration d'environ 2 700 postes.

Les mesures prises dans le cadre de ce programme de restructuration seront terminées en grande partie d'ici le quatrième trimestre de 2003.

La provision pour charge de restructuration est la suivante :

### PROVISION POUR CHARGE DE RESTRUCTURATION

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le 31 juillet 2003

	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de résiliation de contrats	Divers	Total
Solde au début de la période	100 \$	25 \$	48 \$	173 \$
Variation de l'estimation	-	-	(8)	(8)
Paiements au comptant	(24)	(2)	(16)	(42)
Solde à la fin de la période	76 \$	23 \$	24 \$	123 \$

en millions de dollars, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003

	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de résiliation de contrats	Divers	Total
Solde au début de la période	194 \$	185 \$	73 \$	452 \$
Variation de l'estimation	-	-	(8)	(8)
Paiements au comptant	(118)	(162)	(41)	(321)
Solde à la fin de la période	76 \$	23 \$	24 \$	123 \$

## 10. Événements du 11 septembre 2001

Les événements du 11 septembre 2001 ont eu une incidence directe sur les activités des bureaux new-yorkais de la CIBC situés au One World Financial Center (WFC), soit très près du World Trade Center. Bien que la CIBC soit encore en négociations avec ses assureurs en vue d'un règlement final de ses réclamations d'assurance, elle a constaté un recouvrement d'assurance à recevoir au montant pour lequel le recouvrement semble probable. Pendant le trimestre, la CIBC a reçu des paiements sur réclamations d'assurance de 54 M\$ et les a imputés aux montants à recevoir. Ces paiements n'ont eu aucune incidence sur les résultats de la CIBC pour le trimestre. Pendant le premier trimestre de 2003, un règlement de 20M \$ a été obtenu au titre de l'assurance des pertes d'exploitation et a été inscrit au poste Divers du Revenu autre que d'intérêts.

À la suite des événements du 11 septembre 2001, la CIBC a signé des baux pour diverses installations temporaires au centre de Manhattan. Avec la vente d'Oppenheimer au premier trimestre de 2003, la CIBC a

décidé de remanier ses installations temporaires et a constaté un montant de 40 M\$ au titre des coûts de résiliation de contrats, comme le décrit la note 2.

## 11. Impôt sur les bénéfices

Pendant le trimestre, la CIBC a conclu un accord avec l'Agence des douanes et du revenu du Canada permettant la comptabilisation d'un recouvrement de 689 M\$ en impôts sur les bénéfices auparavant constatés comme charge d'impôts.

De plus, la CIBC a comptabilisé une charge d'impôts de 232 M\$ au titre d'une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs américains. Ces actifs d'impôts futurs ont été ramenés à un montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable, principalement en raison de l'accélération du programme de vente de prêts de la CIBC, d'une réduction du portefeuille de titres de placements américains et d'une réduction des intérêts créditeurs à la suite d'une période prolongée de taux d'intérêt moins élevés.

## 12. Résultat par action

	Trois mois terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
<i>en millions de dollars (sauf les montants par action)</i>					
<b>Résultat de base par action</b>					
Bénéfice net	788 \$	320 \$	193 \$	1 553 \$	753 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(54)	(47)	(45)	(145)	(121)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	734 \$	273 \$	148 \$	1 408 \$	632 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ( <i>en milliers</i> )	360 270	359 506	358 961	359 637	361 057
Par action	2,04 \$	0,76 \$	0,41 \$	3,91 \$	1,76 \$
<b>Résultat dilué par action<sup>(1)</sup></b>					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	734 \$	273 \$	148 \$	1 408 \$	632 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ( <i>en milliers</i> )	360 270	359 506	358 961	359 637	361 057
Ajouter le nombre d'actions supplémentaires ( <i>en milliers</i> )	2 621	1 924	2 413	1 940 <sup>(2)</sup>	3 186 <sup>(2)</sup>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation ( <i>en milliers</i> )	362 891	361 430	361 374	361 577	364 243
Par action	2,02 \$	0,76 \$	0,41 \$	3,89 \$	1,75 \$

1) Il n'est pas tenu compte dans le calcul du résultat dilué par action du nombre moyen de 3 461 046 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 54,19 \$; du nombre moyen de 3 921 058 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 53,84 \$; et du nombre moyen de 4 347 938 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 53,94 \$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 juillet 2003, le 30 avril 2003 et le 31 juillet 2002, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC. Sont aussi exclus du calcul un nombre moyen de 578 889 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$; un nombre moyen de 578 889 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$; et un nombre moyen de 578 899 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 juillet 2003, le 30 avril 2003, le 31 juillet 2002, car ces options sont des options axées sur le rendement et que le critère d'acquisition de ces options n'avait pas été satisfait.

2) Le nombre d'actions supplémentaires correspond à la moyenne pondérée du nombre d'actions supplémentaires inclus pour chaque période intermédiaire.

### **13. Passifs éventuels et garanties**

#### **Passifs éventuels**

La CIBC et certaines de ses sociétés affiliées agissent comme défendeurs dans le cadre de diverses poursuites liées à Enron aux États-Unis. La CIBC est d'avis que ces poursuites sont infondées et compte se défendre vigoureusement. Elle continue de collaborer pleinement avec les agences gouvernementales et réglementaires qui enquêtent sur certaines de ses opérations et relations d'affaires avec Enron. La CIBC a constitué une provision de 60 M\$ en ce qui a trait à Enron pour le trimestre.

#### **Garanties**

Pendant le deuxième trimestre de 2003, la CIBC a adopté les exigences de la NOC-14 de l'ICCA, « Informations à fournir sur les garanties », qui exige la présentation d'informations additionnelles sur l'obligation des garants en vertu de certaines garanties dans les états financiers. La NOC-14 définit une garantie comme étant un contrat qui peut obliger éventuellement le garant à faire des paiements au bénéficiaire de la garantie en raison a) de changements dans un sous-jacent lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie; b) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie; ou c) du non-remboursement d'une dette échue de la part d'un tiers.

Les garanties importantes données par la CIBC à des tiers aux termes de la NOC-14 comprennent ce qui suit :

#### ***Lettres de crédit de bonne fin et de soutien***

Les lettres de crédit de bonne fin et de soutien représentent des engagements écrits à l'appui des obligations financières et des obligations de rendement envers le client, qui sont assortis du même type de risque de crédit que les prêts. La CIBC peut garantir les lettres de crédit de bonne fin et de soutien notamment par des espèces, des titres ou d'autres actifs cédés en garantie.

#### ***Amélioration aux termes de crédit pour les entités à vocation spéciale***

Certaines facilités d'amélioration des termes du crédit nécessitent que la CIBC garantisse le recouvrement des renrées contractuelles prévues à partir d'actifs financiers individuels détenus par une entité à vocation spéciale. D'autres formes d'amélioration du crédit, dont les comptes de réserve, les comptes de dépôt en garantie et les intérêts subordonnés, ne sont pas considérées comme des garanties aux termes de la NOC-14.

#### ***Garantie pour prêt de titres***

Dans le cadre des activités de garde de la CIBC, les prêteurs de titres peuvent recevoir des garanties pour assurer que la juste valeur des titres prêtés sera récupérée dans l'éventualité où l'emprunteur ne remettrait pas les titres garantis, et où la garantie fournie ne suffirait pas à couvrir la juste valeur des titres.

#### ***Garanties de valeur marchande***

Des garanties de valeur marchande sont données pour protéger certains porteurs de parts de fonds si la valeur marchande des parts cumulées à l'échéance est inférieure à la valeur protégée.

#### ***Instruments dérivés***

Les instruments dérivés comprennent des options sur défaillance et des options vendues sur taux d'intérêt, taux de change, titres et marchandises qui confèrent au porteur le droit d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent à un prix prédéterminé. Tous ces instruments dérivés peuvent éventuellement être utilisés pour contrer les variations d'un instrument sous-jacent et correspondre à la définition d'une garantie en vertu de la NOC-14 selon l'intention du porteur de l'option. Aux fins comptables, la CIBC ne vérifie pas l'intention d'une contrepartie au moment de souscrire une option et, par conséquent, le passif possible maximal des instruments dérivés pouvant correspondre à la définition d'une garantie en vertu de la NOC-14 n'est pas disponible. La CIBC couvre généralement son risque à l'égard de ces instruments en concluant divers instruments dérivés de contrepartie et par des titres.

#### ***Autres contrats d'indemnisation***

Dans le cours normal de ses activités, la CIBC conclut des ententes contractuelles en vertu desquelles elle peut convenir de protéger la contrepartie à l'entente contre les pertes liées à la violation de déclarations et de garanties, à l'inexécution de certaines clauses restrictives ou à des réclamations ou pertes découlant d'événements externes énoncés dans le contrat, notamment les pertes découlant de changements aux lois fiscales, de litiges ou de réclamations relatives au rendement passé. De plus, la CIBC a conclu des ententes d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et dirigeants pour les protéger, quand la loi le permet, contre les réclamations et les pertes qu'ils pourraient subir (y compris les montants versés en règlement de ces réclamations) dans le cadre de leurs fonctions à la CIBC. Dans la plupart des cas, aucun plafond de perte n'est prévu, ce qui signifie que l'obligation maximale éventuelle n'est pas définie. La CIBC est d'avis que la probabilité que les conditions qui entraîneraient des obligations en vertu de ces contrats se produisent est faible, et les montants versés en vertu de ces contrats ont été négligeables à ce jour. Aucun montant n'est présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires relativement aux indemnités, déclarations et garanties au 31 juillet 2003.

Voici un résumé des garanties en cours au 31 juillet 2003 :

<i>en millions de dollars, au 31 juillet 2003</i>	<b>Paiement maximal possible futur</b>
Lettres de crédit de bonne fin et de soutien	7 515 \$
Facilités d'amélioration des termes du crédit	1 536
Titres prêtés avec garantie	16 590
Garanties de valeur marchande	217
Instruments dérivés	Voir note
Autres ententes d'indemnité	Voir note

Comme nombre de ces garanties viendront à échéance ou prendront fin sans avoir été utilisées et qu'elles ne tiennent pas compte de la possibilité de recouvrement par disposition de recours ou sur les biens détenus ou cédés, les montants contractuels ne sont pas une indication des besoins de liquidités futurs ni du risque de crédit et n'ont aucun lien avec les pertes prévues par la CIBC en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2003, la CIBC a comptabilisé un passif de 4 329 M\$ lié à ces garanties dans ses bilans consolidés intermédiaires liés aux contrats susmentionnés. Le montant total de la garantie en vertu de ces contrats s'établissait à 23 608 M\$.

#### **14. Information sectorielle**

Pendant le premier trimestre de 2003, la CIBC a remodelé sa structure de gestion en trois secteurs d'exploitation, soit Marchés de détail CIBC, Gestion des avoirs CIBC et Marchés mondiaux CIBC. La CIBC a inclus les activités canadiennes d'Amicus au poste Divers du secteur Marchés de détail CIBC. En outre, à la lumière de la décision de mettre fin aux activités bancaires électroniques aux États-Unis, ces activités en voie de réduction progressive sont maintenant présentées au poste Siège social et autres.

Plus précisément, au cours du premier trimestre de 2003, la CIBC a réaligné les activités de prêt au sein des Marchés de détail CIBC en affectant l'ensemble des revenus, des frais (y compris les pertes sur créances) et des ressources du bilan aux segments de clientèle compris dans les trois secteurs d'activité, dans l'optique de mieux faire correspondre les revenus des segments de clientèle et leur rendement financier rajusté en fonction du risque. Avant, les produits de prêts étaient présentés en tant que secteur distinct.

L'information financière sectorielle des périodes antérieures au premier trimestre de 2003 a été reclassée compte tenu de ces changements.

Le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur de la CIBC est employé pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de ses trois secteurs d'exploitation. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et aux honoraires de service de distribution sont effectués entre les secteurs. De même, les revenus et les frais liés à certaines activités, comme les paiements et les produits de prêts, incluses dans Marchés de détail CIBC, sont entièrement affectés aux autres secteurs d'exploitation.

Les secteurs d'exploitation de la CIBC bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Expansion de l'entreprise, Finances, Technologie et opérations et Trésorerie et gestion du bilan et du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres et les revenus, les frais et les ressources du bilan sont habituellement affectés aux secteurs d'exploitation. Le poste Siège social et autres comprend également les activités bancaires électroniques aux États-Unis, Juniper Financial Corp. (incluse dans Marchés mondiaux CIBC jusqu'au 31 octobre 2002), CIBC Mellon, les débentures liées à la vente d'Oppenheimer ainsi que d'autres éléments de revenus et de frais et d'autres postes du bilan non directement attribuables aux secteurs d'exploitation.

**RÉSULTATS SECTORIELS**

		Marchés de détail	Gestion des avoirs	Marchés mondiaux	Siège social et autres	Total
<i>en millions de dollars, pour les trois mois terminés les</i>		CIBC	CIBC	CIBC		CIBC
<b>31 juillet 2003</b>	<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>995 \$</b>	<b>153 \$</b>	<b>202 \$</b>	<b>132 \$</b>	<b>1 482 \$</b>
	<b>Revenu autre que d'intérêts</b>	<b>419</b>	<b>354</b>	<b>544</b>	<b>67</b>	<b>1 384</b>
	<b>Revenus intersectoriels<sup>(1)</sup></b>	<b>(157)</b>	<b>108</b>	<b>50</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>
	<b>Total des revenus</b>	<b>1 257</b>	<b>615</b>	<b>796</b>	<b>198</b>	<b>2 866</b>
	<b>Dotation aux pertes sur créances</b>	<b>150</b>	<b>5</b>	<b>269</b>	<b>1</b>	<b>425</b>
	<b>Frais autres que d'intérêts</b>	<b>734</b>	<b>477</b>	<b>576</b>	<b>165</b>	<b>1 952</b>
	<b>Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>373</b>	<b>133</b>	<b>(49)</b>	<b>32</b>	<b>489</b>
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>126</b>	<b>46</b>	<b>(52)</b>	<b>(420)</b>	<b>(300)</b>
	<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>247 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>451 \$</b>	<b>788 \$</b>
	<b>Actif moyen<sup>(2)</sup></b>	<b>146 397 \$</b>	<b>29 817 \$</b>	<b>108 695 \$</b>	<b>920 \$</b>	<b>285 829 \$</b>
<b>30 avril 2003</b>	Revenu net d'intérêts	967 \$	130 \$	209 \$	58 \$	1 364 \$
	Revenu autre que d'intérêts	388	343	558	81	1 370
	Revenus intersectoriels <sup>(1)</sup>	(152)	101	51	-	-
	Total des revenus	1 203	574	818	139	2 734
	Dotation aux pertes sur créances	135	4	106	3	248
	Frais autres que d'intérêts	859	471	567	148	2 045
	Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	209	99	145	(12)	441
	Impôts sur les bénéfices	50	30	33	9	122
	Part des actionnaires sans contrôle	-	-	(3)	2	(1)
	Bénéfice net (perte nette)	159 \$	69 \$	115 \$	(23) \$	320 \$
	Actif moyen <sup>(2)</sup>	142 772 \$	30 883 \$	109 977 \$	800 \$	284 432 \$
<b>31 juillet 2002</b>	Revenu net d'intérêts	986 \$	142 \$	177 \$	20 \$	1 325 \$
	Revenu autre que d'intérêts	391	466	293	59	1 209
	Revenus intersectoriels <sup>(1)</sup>	(163)	109	55	(1)	-
	Total des revenus	1 214	717	525	78	2 534
	Dotation aux pertes sur créances	106	3	179	2	290
	Frais autres que d'intérêts	755	631	487	109	1 982
	Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	353	83	(141)	(33)	262
	Impôts sur les bénéfices	103	24	(68)	(5)	54
	Part des actionnaires sans contrôle	9	-	3	3	15
	Bénéfice net (perte nette)	241 \$	59 \$	(76) \$	(31) \$	193 \$
	Actif moyen <sup>(2)</sup>	143 889 \$	34 164 \$	115 853 \$	1 069 \$	294 975 \$

## RÉSULTATS SECTORIELS

<i>en millions de dollars, pour les neuf mois terminés les</i>		Marchés de détail CIBC	Gestion des avoirs CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
<b>31 juillet 2003</b>	<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>2 932 \$</b>	<b>440 \$</b>	<b>659 \$</b>	<b>213 \$</b>	<b>4 244 \$</b>
	<b>Revenu autre que d'intérêts</b>	<b>1 199</b>	<b>1 175</b>	<b>1 818</b>	<b>243</b>	<b>4 435</b>
	<b>Revenus intersectoriels<sup>(1)</sup></b>	<b>(467)</b>	<b>312</b>	<b>158</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>
	<b>Total des revenus</b>	<b>3 664</b>	<b>1 927</b>	<b>2 635</b>	<b>453</b>	<b>8 679</b>
	<b>Dotation aux pertes sur créances</b>	<b>423</b>	<b>12</b>	<b>567</b>	<b>10</b>	<b>1 012</b>
	<b>Frais autres que d'intérêts</b>	<b>2 301</b>	<b>1 494</b>	<b>1 800</b>	<b>495</b>	<b>6 090</b>
	<b>Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>940</b>	<b>421</b>	<b>268</b>	<b>(52)</b>	<b>1 577</b>
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>281</b>	<b>144</b>	<b>23</b>	<b>(426)</b>	<b>22</b>
	<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
	<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>659 \$</b>	<b>277 \$</b>	<b>247 \$</b>	<b>370 \$</b>	<b>1 553 \$</b>
	<b>Actif moyen<sup>(2)</sup></b>	<b>144 673 \$</b>	<b>31 306 \$</b>	<b>109 778 \$</b>	<b>913 \$</b>	<b>286 670 \$</b>
<b>31 juillet 2002</b>	<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>2 972 \$</b>	<b>466 \$</b>	<b>528 \$</b>	<b>118 \$</b>	<b>4 084 \$</b>
	<b>Revenu autre que d'intérêts</b>	<b>1 078</b>	<b>1 400</b>	<b>1 948</b>	<b>40</b>	<b>4 466</b>
	<b>Revenus intersectoriels<sup>(1)</sup></b>	<b>(471)</b>	<b>315</b>	<b>159</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>
	<b>Total des revenus</b>	<b>3 579</b>	<b>2 181</b>	<b>2 635</b>	<b>155</b>	<b>8 550</b>
	<b>Dotation aux pertes sur créances</b>	<b>349</b>	<b>9</b>	<b>855</b>	<b>7</b>	<b>1 220</b>
	<b>Frais autres que d'intérêts</b>	<b>2 214</b>	<b>1 949</b>	<b>1 846</b>	<b>447</b>	<b>6 456</b>
	<b>Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>1 016</b>	<b>223</b>	<b>(66)</b>	<b>(299)</b>	<b>874</b>
	<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>301</b>	<b>63</b>	<b>(181)</b>	<b>(84)</b>	<b>99</b>
	<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>9</b>	<b>22</b>
	<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>694 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>(224) \$</b>	<b>753 \$</b>
	<b>Actif moyen<sup>(2)</sup></b>	<b>141 947 \$</b>	<b>32 355 \$</b>	<b>115 256 \$</b>	<b>1 044 \$</b>	<b>290 602 \$</b>

1) *Les revenus intersectoriels représentent les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.*

2) *Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et parce que c'est la mesure examinée par la direction de la CIBC. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002, l'actif moyen des activités bancaires électroniques aux États-Unis, Juniper Financial Corp., CIBC Mellon, les débetures liées à la vente d'Oppenheimer et d'autres actifs moyens non directement attribuables aux secteurs d'exploitation ne sont pas affectés aux secteurs d'exploitation.*

## 15. Changements futurs de conventions comptables

### Entités à détenteurs de droits variables

En janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board (FASB) des États-Unis a publié l'Interpretation (FIN) 46, « Consolidation of Variable Interest Entities ». La FIN 46 donne un cadre de référence permettant d'identifier les entités à détenteurs de droits variables et exige qu'une société consolide les résultats d'une entité à détenteurs de droits variables si elle absorbe la majorité des pertes prévues ou si elle reçoit la majeure partie des rendements résiduels de l'entité à détenteurs de droits variables, ou les deux. Dans ces situations, la société devient un principal bénéficiaire de cette entité à détenteurs de droits variables. La FIN 46 s'applique à toutes les nouvelles entités créées après le 31 janvier 2003. Pour les entités constituées avant le 1<sup>er</sup> février 2003, les dispositions de la FIN 46 s'appliquent aux périodes intermédiaires ou annuelles ouvertes à compter du 15 juin 2003.

En juin 2003, l'ICCA a publié la NOC-15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». Cette note d'orientation est essentiellement alignée sur la FIN 46 et donne des conseils sur l'application des principes décrits au chapitre 1590, « Filiales », du *Manuel de l'ICCA*, à certaines structures d'accueil. La note d'orientation sera en vigueur pour toutes les périodes annuelles et intermédiaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La CIBC est en train d'évaluer l'incidence de l'application de ces normes aux entités à intérêt variable et n'a pas encore terminé son analyse. Voici un résumé de la participation de la CIBC dans différents types d'entités à intérêt variable et une évaluation préliminaire de l'incidence de l'adoption de ces normes.

### Structures à vente exclusive

La CIBC titrise ses propres actifs et agit à titre d'administrateur ou de conseiller financier auprès des structures à vente exclusive qui achètent les actifs financiers de clients. Selon l'évaluation préliminaire, la CIBC devrait vraisemblablement consolider les résultats des structures à vente exclusive dont les actifs supplémentaires s'établissent à environ 1,9 G\$

### ***Structures à vente multiple***

La CIBC agit à titre d'administrateur auprès de plusieurs structures à vente multiple auxquelles elle est partie. Ces structures donnent aux clients accès aux liquidités du marché du papier commercial en leur permettant de vendre des actifs aux structures, qui émettent ensuite du papier commercial aux investisseurs en vue de financer les achats. Les vendeurs continuent de gérer les actifs transférés et absorbent les premières pertes des structures. La CIBC accorde des lignes de crédit de sûreté aux structures et fournit parfois une amélioration des termes de crédit sous forme de lettres de crédit ou d'autres garanties.

La CIBC évalue les possibilités de restructuration associées à ce type d'entité. À moins qu'une restructuration réussisse, selon l'évaluation préliminaire, la CIBC devra vraisemblablement consolider les résultats des structures à vente multiple dont les actifs s'établissent à environ 29,2 G\$.

### ***Fiducies de rémunération***

Certains des régimes de rémunération de la CIBC sont financés par l'entremise de fiducies établies à ces fins. Le financement des prestations en vertu de ces régimes est versé dans ces fiducies, qui achètent des actions ordinaires de la CIBC sur le marché. Il est raisonnablement possible que la CIBC puisse être considérée le principal bénéficiaire de ces fiducies et, par conséquent, puisse avoir besoin de les consolider. Cependant, ce type de consolidation ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la CIBC étant donné que l'actif (actions de la CIBC) et le passif (soit l'obligation d'offrir des actions de la CIBC aux participants) des fiducies devraient se neutraliser l'un et l'autre dans la section capital-actions des bilans consolidés.

### ***Placements communs***

La CIBC est le commanditaire de plusieurs fonds mutuels et fonds communs de placement dont les actifs totalisent environ 52 G\$. La CIBC obtient des honoraires pour agir à titre de gérant, d'administrateur, de dépositaire, de fiduciaire ou de courtier. La CIBC ne garantit pas nécessairement le capital ni le rendement aux investisseurs de ces fonds, sauf dans de rares circonstances (lire la note 13 sur les garanties à la valeur marchande). L'incidence de la FIN 46 et de la NOC-15 sur les fonds mutuels et les fonds communs de placement fait l'objet d'un examen.

### ***Autres entités à détenteurs de droits variables***

La CIBC est également apparentée à d'autres entités ou structures, dont des fiducies personnelles, des structures de placement et des entités à capital de risque, qui pourraient être désignées comme des entités à détenteurs de droits variables et donc assujetties à une évaluation de la consolidation en vertu des dispositions de la FIN 46 et de la NOC-15. La direction évalue actuellement ces autres entités.

## **16. Information des périodes précédentes**

Certains montants des périodes précédentes ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation utilisée pour la période.

## POUR NOUS JOINDRE :

**Secrétaire général :** Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-3096, par télécopieur au (416) 980-7012 ou par courriel à l'adresse paul.fisher@cibc.com.

**Service des relations avec les investisseurs :** Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir plus de renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-8306, par télécopieur au (416) 980-5028 ou par courriel à l'adresse alison.rampersad@cibc.com.

**Communications :** Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-4523, par télécopieur au (416) 363-5347 ou par courriel à l'adresse emily.pang@cibc.com.

**Services bancaires téléphoniques CIBC :** Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

**Renseignements en ligne à l'intention des investisseurs :** Des renseignements financiers supplémentaires et une présentation destinés aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à la section Relations avec les investisseurs du site Web de la CIBC, à l'adresse [www.cibc.com](http://www.cibc.com).

**Conférence téléphonique sur les résultats financiers :** La conférence téléphonique des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la CIBC pour le troisième trimestre aura lieu le mercredi 20 août 2003 à 14 h HAE. Pour la conférence en français, composez le 1 800 273-9672; pour la conférence en anglais, composez le (416) 405-9328 à Toronto ou le numéro sans frais 1 800 387-6216 pour le reste de l'Amérique du Nord.

Une retransmission différée de la conférence sera accessible en français et en anglais à partir de 16 h 30 (HAE) environ, le 20 août 2003, jusqu'à minuit le 3 septembre 2003. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 1 800 408-3053, numéro de réservation 1463906, et pour y accéder en anglais, le 1 800 408-3053, numéro de réservation 1463898.

**Transmission de la conférence sur Internet :** Une conférence diffusée en direct sur Internet sur les résultats financiers de la CIBC pour le troisième trimestre aura lieu le mercredi 20 août 2003 à 14 h (HAE) en français et en anglais. Pour accéder à la conférence sur Internet, visitez le site Web de la CIBC, à la section Relations avec les investisseurs, à l'adresse [www.cibc.com](http://www.cibc.com). Une version archivée de la conférence sur Internet sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse [www.cibc.com](http://www.cibc.com).

**Les informations contenues dans le site Web de la CIBC, [www.cibc.com](http://www.cibc.com), ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.**

### SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.ca.

### RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la CIBC qui souhaitent acquérir de nouvelles actions ordinaires de la CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec le secrétaire général par téléphone au (416) 980-3096, ou par télécopieur au (416) 980-7012.

### PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Options de souscription d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1er mai 2003	47,55 \$	
2 juin 2003	49,79 \$	
2 juillet 2003	53,88 \$	
28 juillet 2003		55,54 \$



Banque Canadienne Impériale de Commerce  
Siège social : Commerce Court, Toronto, Ontario, Canada M5L 1A2 (416) 980-2211

[www.cibc.com](http://www.cibc.com)